Les Britanniques en Inde (1858-1947) ou le règne du « cyniquement correct »

par Marie Fourcade

La montée en puissance de la Grande-Bretagne de 1830 à 1880 accapare environ 90 % de toutes les superficies et populations colonisées. Cette domination outrageuse, elle-même reflet de la suprématie économique, politique et culturelle dont jouit la Grande-Bretagne au sortir des guerres napoléoniennes, n'a sans doute pas d'équivalent dans l'Histoire. Avec la seule occupation du sous-continent indien, les Anglais disposent d'un ensemble plus étendu et plus peuplé que l'Empire romain à son apogée.

Bouda Etemad, *La Possession du monde*

Les scandales de jadis, les pilleries de Clive, la répression de la mutinerie des Cipayes [...], font l'effet d'épisodes anodins auprès de ce que découvre à présent le sondage de nos boues vénérables. [...] Tout se consomme dans les années 1940. Dans l'Inde, le British Raj est à bout de souffle. C'est le moment pour lui de bilans inquiets, d'un machiavélisme encore astucieux, mais que tempère le consentement à l'inévitable.

Jacques Berque, *Dépossession du monde*

Les cyniques passèrent donc du mépris des vices au mépris des mœurs et des bienséances ; ils devinrent impudents, ils mirent la sagesse à ne rougir de rien.

Condillac, *Histoire ancienne*, III, 48

La conquête de l'Inde n'a pas coûté un sou à l'Angleterre, car c'était l'Inde elle-même qui devait en supporter les frais. C'est ce que la Compagnie des Indes a fièrement relevé, dans un mémorandum adressé en 1858 au Parlement britannique : « Pendant une période d'environ cent ans, les possessions britanniques aux Indes ont été acquises et défendues à l'aide des moyens mêmes de ces possessions sans qu'il en soit résulté les moindres frais pour le Trésor britannique. » Non seulement le coût de maintien des troupes autochtones a été à la charge des Indiens, mais également celui des régiments britanniques stationnés dans le sous-continent. Qui plus est,

l'Inde a supporté en grande partie la charge financière des troupes indiennes utilisées dans les aventures coloniales anglaises ailleurs en Asie, et en Afrique. Ce constat a fait dire à un auteur anglais que l'Empire britannique a été acquis à des « prix de solde[1] ». C'est sans doute l'un des grands traits de cynisme que l'on peut attribuer à l'Angleterre, s'agissant de son empire aux Indes. Double langage, machiavélisme, byzantinisme sont d'autres notions, cousines proches ou lointaines du cynisme, que l'on retrouve de façon récurrente chez les auteurs pour qualifier les dirigeants du Raj et leur politique.

Le mot « colonialisme » s'est répandu dans l'usage courant au moment même où le phénomène qu'il désigne se dirigeait rapidement vers son déclin. Il s'est exercé dans l'expansion des sociétés industriellement avancées aux dépens des régions agricoles techniquement arriérées. Les Européens ont considéré leur civilisation comme « la » civilisation, celle-ci se mesurant pour eux non pas aux produits de l'esprit, mais au niveau technique. « Cela ne comptait pour rien d'avoir lu le *Ramayana*, ou le Coran, vu les temples d'Ellora ; ils n'avaient pas le canon, le métier à filer et l'arquebuse, donc ils étaient des barbares[2]. » De ce point de vue, le colonialisme a été essentiellement un chapitre de la lutte entre la civilisation industrielle moderne et d'autres formes de civilisation ou de culture — technicisées et principalement agricoles.

Comment la diffusion de la culture occidentale a-t-elle incité les vaincus à se rebeller contre leurs maîtres ? L'histoire de la lutte des peuples assujettis et du sang versé a déjà produit de nombreuses et douloureuses pages. En dernière analyse, ceux qui donnèrent un coup mortel au colonialisme furent les colonisateurs eux-mêmes ou, mieux, leur civilisation. Car, en même temps que les produits industriels, les produits intellectuels commencèrent à être exportés dans les pays coloniaux. L'heure ne devait pas tarder pour les Européens de voir les peuples coloniaux se soulever contre eux au nom de ces mêmes idéaux pour lesquels ces mêmes Européens avaient combattu chez eux un peu plus tôt.

Le point critique fut atteint pendant la Seconde Guerre mondiale. La lutte des peuples contre la tyrannie nazie et fasciste ne pouvait pas ne pas avoir une résonance dans le monde entier ; là encore, les Européens avaient donné l'exemple : la résistance armée et d'autres formes de combat se transportaient maintenant dans les jungles d'Asie et dans les sables du Maghreb. Le dernier acte commençait : le déclin du système colonial. En 1917, en Russie, se construisait le pouvoir soviétique. Son fondateur, Lénine, avait proclamé que le monde colonial constituait la « réserve » du monde capitaliste, et les communistes avaient aussitôt entamé une vaste entreprise

1. V. G. Kiernan, *European Empires from Conquest to Collapse 1851-1960*, Leicester, Leicester University Press, 1982, p. 140.

2. R. Luraghi, *Histoire du colonialisme, des grandes découvertes aux mouvements d'indépendance*, Turin, UTET, trad. fr. Gérard & Co, Verviers, p. 10.

d'agitation parmi les peuples dominés. Cela ne tarda pas à produire des effets incalculables et, surtout après la Seconde Guerre mondiale, à pousser les peuples d'Europe occidentale sur la voie de la liquidation du colonialisme. Au XIXe siècle, déjà, un renouveau d'attitude était visible. « Loin était le temps des conquistadores, qui jetaient au creuset les merveilleuses ciselures aztèques pour en faire des lingots d'or[3] » ; un vaste intérêt pour les civilisations non occidentales se préparait qui s'accroissait sans cesse. La littérature exotique servait de corollaire au développement de la civilisation technicienne, dont elle illustrait une compensation pathétique.

Comme l'écrit Sartre dans *Situations*, V : « À l'origine du pittoresque il y a la guerre et le refus de comprendre l'ennemi : de fait, nos lumières sur l'Asie nous sont venues d'abord de missionnaires irrités et de soldats. Plus tard sont arrivés les voyageurs — commerçants et touristes — qui sont des militaires refroidis : le pillage se nomme shopping et les viols se pratiquent onéreusement dans des boutiques spécialisées. Mais l'attitude de principe n'a pas changé : on tue moins souvent les indigènes, mais on les méprise en bloc, ce qui est la forme civilisée du massacre[4]. »

Depuis les temps les plus reculés, l'Inde fut pour tous les peuples l'objet de leurs convoitises, terre de fables et d'objets précieux — perles, diamants, parfums, eau de rose, éléphants, tigres, etc. —, ainsi que les trésors de la sagesse. « L'Inde, pays du désir », écrira Hegel… Or, passé le temps des conquêtes, vint celui de l'organisation. La responsabilité de celle-ci en revint pour partie au gouverneur lord Dalhousie (1812-1860), homme d'État authentique qui incarna au mieux l'essentielle duplicité de la domination britannique en Inde : exploitation et organisation, cynisme et bonne administration, saccages et œuvre de modernisation.

Bien que la Grande-Bretagne ait été aussi avide que les autres puissances coloniales (voire plus, parce que excellemment organisée), son rôle ne se réduisit pas à un pillage stérile. Les Anglais furent parmi les rares colonisateurs qui apportèrent également à leurs sujets les avantages de leur administration et de leur civilisation. Même s'ils ne furent pas les premiers connaisseurs de la civilisation indienne, ni les plus pénétrants — leur mentalité empiriste oblige —, ils professèrent toujours le plus grand respect pour les coutumes et les croyances religieuses locales, évitant d'offenser les opinions des Indiens et veillant à ce que personne ne les offensât. Ce ne fut que lorsque les rites religieux prirent le caractère de cérémonies cruelles qu'ils intervinrent énergiquement[5]. Par ailleurs, ils établirent la paix et l'ordre dans toute la péninsule et les maintinrent efficacement. Enfin, en unissant tous les Indiens sous une même domination et, paradoxalement, en leur donnant à tous un même ennemi, ils contribuèrent largement à jeter

---

3. R. Luraghi, *op. cit.*, p. 14.
4. J.-P. Sartre, *Situations*, V : *Colonialisme et néocolonialisme*, Paris, Gallimard, NRF, 1964, p. 181.
5. Voir *supra* l'article de Jacques Pouchepadass, « L'Inde : le premier siècle colonial ».

les bases d'une réalité jusqu'alors inexistante : la nation indienne[6] — l'introduction de la langue anglaise, qui est encore aujourd'hui pour les Indiens le seul moyen de se comprendre du Cachemire au Sri Lanka ; puis l'établissement d'un système uniformisé d'administration civile et judiciaire, même si, par respect pour les traditions locales, les Anglais ont laissé subsister de nombreuses institutions judiciaires préexistantes ; enfin, la diffusion d'un système de poids, de mesures et de monnaies, et la création d'un marché indien unifié. Il advint en Inde ce qui se produisit dans tous les pays coloniaux : dans le choc entre l'économie capitaliste moderne de l'Angleterre et celle, surtout agricole et artisanale, de l'Inde, cette dernière vola en éclats. Ce fut le grand drame de la domination coloniale et la raison pour laquelle la colonisation britannique, malgré ses qualités, devint à la longue une calamité qui fit progressivement empirer la situation en Inde.

La toile de fond chronologique de 1858 à l'indépendance

Le cruel épisode de la Grande Rébellion de 1857[7], où des centaines d'insurgés furent pendus ou ligotés à la bouche des canons et « volatilisés », eut pour conséquence immédiate l'abolition de l'East India Company et le passage de l'Inde sous la souveraineté de la Couronne britannique. Sur le plan formel, le principal changement était le remplacement du Board of Control de la Compagnie par un ministère dont le titulaire, le secrétaire d'État à l'Inde, était membre du cabinet britannique. Le ministère de l'Inde, l'India Office, distinct du Colonial Office, qui s'occupait des colonies de la Couronne, disposait d'un personnel de hauts fonctionnaires lui permettant d'exercer un contrôle étroit sur les activités du gouvernement, contrôle facilité, à partir de la fin des années 1860, par la remarquable amélioration des communications entre la Grande-Bretagne et l'Inde (ouverture du canal de Suez en 1869, diffusion du télégraphe[8]).

Les Anglais réprimaient les insurrections d'une main pesante et sans reculer devant les atrocités, mais ils savaient tirer la leçon des événements et cherchaient, une fois la révolte apaisée, à satisfaire du moins en partie les revendications exprimées. L'introduction du papier-monnaie et la création de banques permirent le développement du crédit et encouragèrent de nombreux capitalistes anglais à fonder en Inde des entreprises industrielles. Cela entraîna à la fin du XIX[e] siècle en contrepartie le mouvement *swadeshi*, c'est-à-dire « national ». Deux banques purement indiennes furent ainsi constituées : la Bank of India à Bombay, et l'Indian Bank à Madras. Les

6. Luraghi, *op. cit.*, p. 135.
7. Voir *supra* l'article de Jacques Pouchepadass, « L'Inde : le premier siècle colonial ».
8. C. Markovits, *L'Asie orientale* (sous la direction de Rotermund), Paris, Nouvelle Clio, 1999, p. 424.

parsis, venus de Perse et fidèles de la très ancienne religion mazdéiste, formaient une bourgeoisie dynamique, économe et perspicace. Sous leur influence, une forte industrie cotonnière se développa, principalement à Allahabad ; une industrie de jute à Calcutta, une industrie lainière à Kanpur, et, créée par le riche parsi Yamshed Tata, la Tata Iron and Steel Company produisit de la fonte et de l'acier à partir de 1913.

En 1885 se réunit à Calcutta, à l'initiative d'un fonctionnaire anglais à la retraite, le Congrès national indien (*Indian National Congress*). En théorie, il avait seulement pour but de bien faire connaître aux gouvernants les véritables aspirations du peuple indien. Les vice-rois britanniques l'accueillirent avec la plus grande faveur. Bientôt, cependant, le Congrès s'aperçut que les réformes qu'il proposait n'étaient pas réalisées, et il s'engagea dès lors vers la lutte politique. Pendant ce temps se profilait une tendance grandissante à la division entre communautés musulmanes et hindoues.

Les musulmans n'adhérèrent pas au Congrès, et ce geste fut lourd de conséquences pour l'avenir, surtout quand les partisans de l'islam demandèrent et obtinrent qu'hindous et musulmans votent séparément aux élections pour le Conseil législatif. Les plus myopes des fonctionnaires anglais firent bon accueil à cette tendance et l'encouragèrent, parce qu'ils espéraient qu'en divisant l'Inde ils la tiendraient plus longtemps assujettie. Mais ils durent bientôt se rendre compte que le temps des petites manœuvres était résolu : l'Inde se dirigeait vers de grands événements historiques. En 1909 fut introduit le principe de la libre élection par les Indiens des membres du Conseil législatif n'appartenant pas à la bureaucratie (c'est-à-dire non anglais). Parallèlement, on institua des conseils régionaux et communaux électifs. Le système judiciaire fut réorganisé et amélioré, et des juges indiens commencèrent à siéger à côté des Anglais. Un nouveau système fiscal fut établi et, en 1916, il fut rendu progressif de manière à peser principalement sur les classes riches. De vastes plans d'irrigation fournirent de l'eau aux paysans. On créa des universités, des instituts techniques, des fondations pour l'étude de la médecine et des sciences physiques, chimiques et naturelles. On y apprenait l'histoire de l'Europe, comment les nations européennes s'étaient constituées, comment elles étaient parvenues à l'unité et à la liberté ; on s'y imprégnait des principes du libéralisme, de la démocratie et du parlementarisme anglais. Des mouvements analogues à celui de Ram Mohan Roy[9] se formèrent, visant à

9. Roy (Ram Mohan — 1772-1833) est un réformateur religieux et un homme politique issu d'une famille brahmane. Linguiste émérite en anglais, persan, arabe, sanskrit, il fut employé de 1804 à 1815 dans l'administration de l'East India Company. Il étudia les textes sacrés de diverses religions et combattit ardemment les défauts de la société indienne de son temps (adversaire de la pratique de l'immolation des veuves, *sati*, sur le bûcher funéraire de leur mari). Ce « père » de l'Inde moderne fonda en 1828 le Brâhma-Samâj, mouvement par lequel il pensait pouvoir faire passer l'Inde du Moyen Âge à l'âge moderne, tout en lui permettant de conserver son esprit traditionnel, grâce à l'éducation à l'occidentale.

relancer les principes de l'hindouisme à la lumière de la culture occidentale. La tradition culturelle indienne opposait un obstacle sérieux à la pénétration de l'idéologie communiste. Cela n'empêcha pourtant pas l'Inde de recevoir, en définitive, beaucoup d'aide de l'Union soviétique et du mouvement communiste. Elle suivit néanmoins sa propre voie, essentiellement grâce à un homme qui lui fournit une idéologie propre à lutter contre le système colonial. En plein XXe siècle, quelqu'un se préoccupait de ramener au premier plan la tradition indienne telle qu'elle s'était forgée depuis le temps de l'empereur Açoka. C'était Gandhi, un avocat de Bombay, dont la silhouette émaciée deviendrait bientôt connue dans le monde entier.

Gandhi s'intéressait à la libération dans la mesure où elle était une étape sur la voie de ce qui lui tenait à cœur par-dessus tout : la régénération. Il regardait en arrière dans la culture millénaire du sous-continent et il y découvrait une société qui avait indubitablement beaucoup de défauts, mais qui n'était ni rapace ni avide. Il fallait retourner à cet idéal, à la vie patriarcale et simple édifiée sur les métiers artisanaux que le machinisme avait ruinés. Car Gandhi, très éloigné du marxisme, découvrait cependant l'essence des transformations sociales dans l'évolution des instruments de production. Cette société machiniste qu'il trouvait si condamnable, il la jugeait fondée sur la violence : fallait-il s'étonner qu'elle eût engendré le colonialisme ? Le colonialisme était injustice et la violence ne pouvait qu'engendrer l'injustice. Gandhi allait donc au tréfonds de la crise qui travaillait l'Occident et, en même temps, il traçait la voie de l'émancipation de son peuple. Celui-ci devait traduire en actes sa volonté de justice, mais, puisque la justice ne pouvait se fonder sur la violence, la lutte devait être « non-violente ». Gandhi s'efforça d'écarter les éléments négatifs implicites dans la société capitaliste, sans prendre la voie du communisme russe : l'aide mutuelle, la coopération. En somme, un socialisme non-violent pouvait — et devait — commencer immédiatement : réunir l'élite et les masses indiennes, et ne pas collaborer avec les maîtres étrangers. Cela paralyserait la machine gouvernementale de l'Inde et, alors, la Grande-Bretagne devrait bien négocier ! Le « roi sans couronne » avait donné à son pays l'arme la plus conforme à ses traditions et à sa mentalité pour lutter contre ses dominateurs.

Poursuivant leur politique de concessions modérées, les Anglais avaient introduit deux Indiens dans le *War Cabinet* et fait admettre un représentant indien à la Conférence de la paix. Mais la situation en Inde restait tendue et une dure répression dans le Pendjab fit monter le mécontentement. Gandhi pensa qu'il était temps d'agir. Revenu d'une longue absence en Afrique du Sud, et trouvant que le parti du Congrès était pratiquement privé de personnalités de poids, il avait pris résolument en main la direction du mouvement et déchaîné la première vague de manifestations non-violentes pour protester contre la « domination des Anglais », remportant rapidement un immense succès. Les Britanniques cherchèrent à briser le mouvement

en alourdissant encore la main. À Amritsar[10] le général Dyer fit tirer sur une foule pacifiquement rassemblée, provoquant un véritable massacre : 379 morts et 1 200 blessés. À Londres, certains dirent que Dyer avait sauvé l'Inde britannique. En réalité, il l'avait perdue.

Réuni en 1920, le Congrès précisa clairement l'objectif de l'indépendance : dans le cadre de l'Empire britannique, si possible, en dehors si nécessaire, Gandhi fut chargé de diriger la résistance non-violente dans l'Inde entière. Quelques violences se produisirent çà et là. Gandhi fit suspendre la campagne, mais peu après il fut arrêté et condamné à six ans de prison. Après son emprisonnement, le Congrès trouva un dirigeant énergique et dynamique en la personne de Nehru, un avocat qui avait embrassé une grande partie des idées de Gandhi. Le Mahatma fut libéré en 1924. Aussitôt, il lança une série de grandes campagnes nationales pour la régénération de l'homme : contre les boissons alcooliques, pour l'artisanat, contre l'industrialisation, pour la défense des Intouchables, et il mit sur pied la célèbre « Marche du sel » du 12 mars au 16 avril 1930.

Si Gandhi se préoccupait surtout de la réforme de l'homme, Nehru, en partie son disciple, pensait à la libération de l'Inde. À ses yeux, le colonialisme était un système qui dégradait les oppresseurs comme les opprimés : il fallait le détruire. Nehru et Gandhi visaient tous deux essentiellement le rachat de la personne humaine. Gandhi lança sa deuxième campagne de désobéissance civile (1932-1933), ce qui conduisit à sa seconde arrestation. Mais le nombre de ses adeptes devenait imposant. Alors, en 1935, l'Angleterre céda et fit des concessions : les assemblées provinciales seraient dorénavant élues démocratiquement. Elles passèrent presque entièrement aux mains du Congrès.

Vint la Seconde Guerre mondiale. Qu'allait faire l'Inde ? Puisqu'ils se battaient pour la liberté, les Anglais furent priés de la libérer. Ils se laissèrent prier. Cependant, les leaders du peuple indien n'hésitèrent pas : la place de l'Inde ne pouvait être aux côtés des assassins hitlériens et des agresseurs japonais, « quoiqu'il ne faille pas oublier l'action militante du politicien nationaliste dissident Subhas Chandra Bose qui devint un héros national[11] ». Au nom de son pays, Sri Aurobindo se déclara publiquement contre Hitler et affirma que l'Inde devait coopérer à la victoire des pays démocratiques. Les

---

10. À propos du massacre d'Amritsar, Salman Rushdie (*Patries imaginaires*, Paris, Christian Bourgois, 1993, p. 115) commente ainsi l'épisode : « En 1919, au Pendjab, les Britanniques étaient paniqués. Ils avaient peur d'une seconde émeute indienne (après la Grande Rébellion de 1857) [...]. La cour martiale a peut-être condamné Dyer, mais pas les colonialistes. Il avait donné une leçon aux "métèques" ; c'était un héros. Et quand il est rentré en Angleterre, il a reçu un accueil de héros. On a réuni des fonds dans le public et on en a fait un homme riche. Tagore, dégoûté par la réaction des Britanniques devant ce massacre, a renoncé à son titre de noblesse. »

11. Subhas Chandra Bose, en rupture avec Gandhi et Nehru, et qui avait cherché sans succès un appui auprès de Hitler à la cause de l'indépendance de l'Inde, se rallia aux Japonais et réussit à enrôler dans une armée improvisée un tiers des prisonniers indiens capturés par les Japonais en Malaisie et à Singapour, lors de la débâcle de 1942, soit environ 20 000 hommes.

soldats indiens apportèrent une contribution précieuse à la victoire des Nations unies : deux millions et demi furent volontaires pour combattre avec la Grande-Bretagne ; huit millions travaillèrent dans les services auxiliaires de l'armée ; cinq millions dans les ateliers de production de guerre, et plus de un million dans les transports.

Toutefois, afin qu'il fût bien clair que l'appui à la cause des Nations Unies ne signifiait pas l'acceptation du colonialisme britannique, les leaders du Congrès ne suspendirent pas la lutte politique et idéologique contre les Anglais, de sorte que les conflits ne manquèrent pas. À la fin de la guerre, le nouveau gouvernement travailliste de la Grande-Bretagne ne put que tirer les conclusions des événements. L'Inde avait gagné son indépendance et on ne pouvait la lui refuser.

En 1947 sonna la dernière heure de la domination anglaise : les troupes britanniques quittèrent la péninsule. Le roi d'Angleterre renonçait au titre d'empereur des Indes. Or, au lieu d'une Inde, il en naissait deux, au grand désespoir de Gandhi. Depuis longtemps, les musulmans s'étaient rassemblés en organisations séparées, et l'idée d'une sécession avait fait son chemin. Les membres de la Ligue musulmane, sachant que les fidèles de l'islam étaient en minorité dans le pays, craignaient que leur communauté ne fût irrémédiablement négligée en cas de formation d'un État unique. Ainsi l'indépendance fut-elle octroyée, d'une part, à l'Union indienne et, d'autre part, au Pakistan, État musulman. L'Inde proclama la République tout en restant au sein du Commonwealth.

Contrairement à certaines interprétations, l'Inde britannique ne fut pas un « modèle de décolonisation réussie ». Si un conflit armé entre la puissance coloniale et le nationalisme indien fut évité, le sang coula néanmoins entre communautés indiennes, sous le regard indifférent d'un pouvoir colonial réduit à l'impuissance. Sans faire de la politique britannique l'unique cause des malheurs de la partition, on peut dire que la responsabilité de Londres fut néanmoins très lourde. Mais la partition fut également un grave échec pour le nationalisme indien, qui s'était toujours situé au-dessus des affrontements entre communautés religieuses. Le Congrès s'y résigna, pour des raisons avant tout pragmatiques : satisfaire Jinnah[12] et la Ligue musulmane aurait nécessité des concessions telles qu'elles auraient rendu le gouvernement d'un pays resté uni extrêmement difficile. Il parut préférable de trancher dans le vif et de laisser les provinces à majorité musulmane former

---

(suite) Ils participèrent en 1944, aux côtés des troupes nippones, à une tentative d'invasion de l'Assam, opération de diversion lancée par l'état-major japonais pour retarder l'attaque alliée sur la Birmanie. Ce fut un fiasco militaire mais aussi une avancée au plan symbolique car les soldats perdus de Bose bénéficièrent de la sympathie d'une partie de l'opinion publique indienne (*Cf.* Markovits, « Le mouvement national et la décolonisation de l'Inde (1919-1947) », *Historiens et géographes : Dossier Inde*, 1989, p. 233).

12. Jinnah, Muhammad Ali, homme d'État musulman chiite (1876-1948), dirigeant de la Ligue musulmane et partisan de la partition. Il fut après celle-ci, en 1947, le fondateur du nouvel État du Pakistan.

leur propre État (qui connut à son tour une partition en 1971). « La vie politique indienne allait rester profondément marquée par le "communalisme", héritage d'une décolonisation chaotique[13]. » En 1950, l'Inde avait liquidé son régime colonial.

Aspects caractéristiques et chiffrés du colonialisme britannique en Inde

La domination de l'Occident, implicite depuis l'époque de Christophe Colomb et de Vasco de Gama, devient sans limites à partir du dernier tiers du XIXe siècle. L'infériorité numérique calculée des Blancs s'appuyant sur les multitudes jaunes et noires comme condition pour limiter au départ le coût humain des empires pour les métropoles est une caractéristique essentielle de toute la période coloniale contemporaine. Elle explique de surcroît la rapidité avec laquelle se sont écroulés ces empires et la difficulté à dompter les traîtres tropiques, milieu hautement pathogène pour l'homme blanc. Ainsi, l'utilisation de la quinine contre la malaria dans le monde colonial date de 1830-1840. Au milieu du XIXe, la « stratégie de l'esquive », consistant à s'éloigner des zones infectées, sauva beaucoup de vies humaines[14]. En Inde, c'est grâce à ce type de stratégie que le taux de mortalité des soldats britanniques baisse à 69 % dans les années 1860, puis à 15 % à la fin du XIXe pour passer à 7 % entre 1920 et 1925. « Mais en fin de compte, l'emprise de l'homme blanc sur des terres lointaines est possible parce que, partout sous les tropiques, les colonisateurs ont recours à des intermédiaires et à des auxiliaires indigènes pour réduire le nombre des soldats et des fonctionnaires européens exposés à l'insalubrité des milieux hostiles[15]. » En Inde, l'Européen ne peut se passer d'intermédiaires locaux. « Des milliers d'esclaves, de serviteurs, d'auxiliaires, d'associés, de collaborateurs s'affairent autour de lui, cent fois, mille fois plus nombreux que ceux qui ne sont pas encore les maîtres[16]. » En limitant le nombre des soldats européens exposés aux maladies et au feu de l'ennemi, l'incorporation d'autochtones dans les armées coloniales contribue à réduire le coût de l'empire.

Le recours aux recrues indigènes est une pratique ancienne. Les Portugais l'adoptent dès les premières décennies du XVIe siècle, puis elle s'étend ensuite à l'Inde où personne ne la poussera aussi loin que les Britanniques.

---

13. *Cf.* C. Markovits, *op. cit.*, p. 236.
14. D'après P. D. Curtin, *Death by Migration. Europe's Encounter with the Tropical World in the Nineteenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.
15. B. Etemad, *La Possession du monde : poids et mesures de la colonisation*, Paris, éditions Complexe, 2000, p. 34.
16. F. Braudel, *Civilisation matérielle, économie, capitalisme XVe-XVIIIe*, t. 3 : *Le Temps du monde*, Paris, Armand Colin, 1979, p. 421.

L'armée de la Compagnie accueille, à la veille de la Grande Rébellion de 1857, plus de 310 000 cipayes, soit près de 90 % du total des effectifs. Cette part diminue à 64 % en 1881, pour remonter dans la première moitié du XIX[e] siècle. Les troupes indiennes participent à l'expansion britannique en Birmanie (à différentes reprises de 1824 à 1885), en Perse (1856-1857), plusieurs fois en Chine (1839-1842, 1857-1860), durant la révolte des Boxers en 1900, en Afghanistan (1878-1880), en Égypte (1882-1885), en Afrique orientale et centrale (1897-1898 et 1902-1904), et en Afrique occidentale à la fin du XIX[e]. Nulle part ailleurs, au XIX[e], on ne retrouve une mobilisation aussi massive. Aucune autre puissance coloniale ne dispose, comme la Grande-Bretagne, d'un réservoir humain de la taille de l'Inde. Le colonisateur recrute chez les « races guerrières » : Rajput, Jat, Sikh, Gurkha. La solde relativement élevée, et surtout régulière, est un attrait suffisant pour inciter les guerriers autochtones à se mettre au service de l'East India Company. Pour la plupart des colonisés qui s'engagent dans l'armée du conquérant, l'ordre militaire peut apparaître comme moins injuste que la société coloniale. Vers 1913, 76 000 soldats anglais « tiennent » l'Inde, peuplée de 315 millions d'habitants. Le coût financier de la conquête et de la défense de l'empire n'est assuré par la métropole que dans le cas des dominions. Dans les colonies d'exploitation, de 1860 à 1912, les dépenses militaires représentent 35 à 40 % du budget. En Inde, Londres réussit à en faire endosser une partie significative[17]. Par ailleurs, les premières lignes de chemin de fer sont construites respectivement en 1853 et 1862. L'Inde est le premier territoire d'Asie à être équipé du rail. L'installation des câbles télégraphiques intercontinentaux débute en 1870.

L'évaluation de l'impact colonial sur la population du sous-continent indien embarrasse les historiens. La conquête militaire occidentale de l'Inde n'introduit pas, comme en Amérique et en Océanie, de nouvelles maladies. Par ailleurs, la mortalité des Indiens atteint son plus haut niveau non pas au moment de la conquête et des campagnes militaires (1757-1857), mais dans la seconde moitié du XIX[e], à une époque où le colonisateur britannique s'efforce d'étendre à l'ensemble de la population indienne des mesures sanitaires et médicales. Les statistiques coloniales révèlent en revanche que la malaria, les maladies respiratoires, la tuberculose et la dysenterie sont à l'origine d'environ 90 % de la forte mortalité indienne de 1872 à 1921. Autrement dit, ce sont moins les maladies « importées » (peste, grippe espagnole) ou les grandes famines — dont le colonisateur britannique est habituellement tenu pour responsable — qui expliqueraient les graves crises démographiques de l'Inde coloniale, que la généralisation des maladies

17. *Cf.* L.E. Davis et R.A. Huttenback, *Mammon and the Pursuit of Empire. The Political Economy of British Empire, 1860-1912*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986, p. 154-156.

endogènes, et en particulier de la malaria qui, à elle seule, tue plus d'un million de personnes par an.

La modernisation de l'Inde sous le joug des Anglais à partir du milieu du XIX[e] rompt brutalement des équilibres régionaux antérieurs. En provoquant une dislocation des structures économiques traditionnelles, un brassage sans précédent des populations, des bouleversements environnementaux, la modernisation modifie de façon significative l'écologie pathologique (*disease ecology*) du sous-continent, exposant les masses indiennes pauvres et démunies à des maladies importées et indigènes ayant désormais une portée nationale. Le coût humain de la modernisation aurait-il pu être évité ou réduit dans une Inde indépendante ? L'histoire-fiction se prête aux affirmations les plus contradictoires. Klein estime que 10 % environ des 280 millions de décès recensés en Inde entre 1901 et 1921 seraient liés à la nouvelle écologie pathologique. Tout le reste est à mettre sur le compte de forces de mort frappant l'Inde depuis des temps immémoriaux.

En raison de la situation coloniale, les relevés et les dénombrements « officiels » ne sont pas beaucoup plus fiables que les estimations « sauvages » des âges pionniers, car les populations colonisées sont réticentes à se faire enregistrer par des compilateurs venus d'« au-delà des mers ». Il va sans dire que les initiatives coloniales en matière de statistique varient aussi dans le temps et l'espace en fonction de la résistance et des initiatives des colonisés qui, en dépit de leur statut de dominés, ne perdent pas pour autant entièrement celui d'acteurs historiques.

La domination anglaise n'a pas laissé la même empreinte sur l'Inde britannique et l'Inde des quelque six cents États princiers qui, vers 1940, représentent environ le quart de la population totale du sous-continent et jouissent de plus d'autonomie que les provinces administrées directement. Un sondage récent effectué en Inde a révélé qu'« un tiers des personnes interrogées ignoraient que leur pays fut une possession britannique[18] ».

L'évaluation des populations coloniales, qu'elle résulte de « recensement », d'« énumération » ou d'« estimation », reste dans la plupart des cas incertaine. Le recensement administratif sert avant tout les besoins du colonisateur. Voici ce qu'en dit Kinsley Davis, l'un des meilleurs connaisseurs de la population du sous-continent[19]. Il rappelle d'abord qu'en Inde les opérations systématiques de recensement commencent dès 1867-1872, ce qui, compte tenu de son niveau de développement ou de retard économique, place ce territoire au-dessus de la « moyenne mondiale » en matière de statistiques historiques de population. Il décrit ensuite les obstacles particuliers rencontrés dans une telle tâche : « Imaginez un sous-continent massif et diversifié, abritant des centaines de millions d'habitants dont la plupart sont

---

18. B. Etemad, *op. cit.*, p. 146.

19. K. Davis, *The Population of India and Pakistan*, Princeton, Princeton University Press, 1951, p. 4-7.

des ruraux illettrés ; certains vivent isolés dans des jungles ou des montagnes, certains attachés à des superstitions hostiles à toute opération de comptage, certains enfermés dans des clivages politiques et religieux, certains assimilables à de véritables sauvages de l'âge de pierre. Imaginez tout cela, et la difficulté d'effectuer un recensement devient évident. » La réticence des populations à l'enregistrement est due à l'existence de tabous ou de craintes non justifiées. Redoutant la taxation, la corvée, la confiscation, voire la déportation, les indigènes masquent leur nombre en se dissimulant.

Après 1880, les rivalités entre puissances coloniales changent. Un jeu plus complexe remplace d'anciens duels, en raison de l'apparition de nouveaux concurrents (Allemagne, Italie, Belgique, Japon, États-Unis). Entre 1913 et 1938, l'heure est à la glorification des empires. L'entre-deux-guerres marque, dans l'histoire de la colonisation, le début d'une ère d'exploitation systématique des ressources et des hommes soumis à la *pax colonia*.

Famines et responsabilité britannique : cynisme social

À partir des années 1860 et jusqu'en 1920 environ, l'Inde connaît une succession de disettes et de famines qui sont les plus graves de la période coloniale : en 1865-1866, le Bengale, l'Orissa et l'Inde du Sud sont touchés ; de 1868 à 1870, le Rajasthan et l'Inde centrale ; entre 1876 et 1878, la grande famine fait près de quatre millions de morts en Inde du Sud ; de 1896 à 1900, cinq millions d'habitants périssent dans la présidence de Bombay et les Provinces centrales ; enfin, en 1907-1908, l'Inde du Nord est de nouveau atteinte. Durant cinquante ans, le taux d'accroissement de la population — connu régulièrement depuis 1871 grâce aux recensements décennaux — ne dépasse guère 0,4 % par an pour l'ensemble de l'Inde. En 1918, l'épidémie de grippe espagnole, qui décime une population déjà affaiblie par le paludisme ou le choléra et assaillie depuis 1896 par la peste, clôt un demi-siècle de crises démographiques aiguës. Le caractère exceptionnel de cette série de famines de l'époque coloniale est parmi les historiens, aujourd'hui comme hier, « l'objet d'affrontements plus idéologiques que scientifiques entre adversaires et défenseurs du pouvoir colonial[20] ».

Avec l'établissement du pouvoir colonial, qui s'incarne dans une administration centralisée, les statistiques d'État et, surtout, l'application progressive à partir de 1880 d'un Code de la famine, la crise agraire devient une réalité nouvelle, prévisible. « Si elle fait encore l'objet de rumeurs, la famine se définit désormais avec précision : le déficit pluviométrique, la montée du prix des céréales, la hausse de la mortalité et la chute du taux

---

20. R. Lardinois, « Les famines en Inde : la colonisation en question », *L'Histoire*, n° 139, 1990, p. 35.

d'accroissement de la population sont autant d'indices que les fonctionnaires coloniaux apprennent à scruter[21]. » C'est la naissance du mouvement nationaliste qui fait des famines un enjeu dans la lutte politique. Journalistes, avocats, enseignants ou fonctionnaires indiens en font le stigmate le plus choquant de la « pauvreté de l'Inde », selon les discours de Dadabhai Naoroji[22], célèbres à la fin du XIXe. En réponse, l'administration britannique attribue les famines aux vicissitudes de la nature : en 1902, le vice-roi lord Curzon leur reconnaît pour unique cause la fatalité climatique. Mais peut-on, pour expliquer l'intensité des famines qui s'enchaînent entre 1870 et 1920, se contenter d'évoquer, à l'instar des fonctionnaires coloniaux, une succession exceptionnelle d'années sèches ? Les nationalistes indiens, dont l'historien marxiste Romesh Chandra Dutt, ont, quant à eux, invoqué avec force la pauvreté du monde rural, qu'ils imputaient aux taux d'imposition fonciers élevés. Or, ces taux, précise Roland Lardinois, ont diminué en valeur réelle à partir de 1850, tandis que les prix agricoles doublaient entre 1870 et 1915. Toutefois, à la fin du XIXe, l'essor des moyens modernes de communication permet le développement de cultures d'exportation que l'Inde peut produire à bas prix : ce sont les cultures de l'opium, du jute et du thé, soutenues par les grandes compagnies britanniques, et celles du coton, du blé et du riz. En 1890 — la balance commerciale de l'Inde est excédentaire ! — ces six cultures représentent 60 % des exportations. Cette croissance s'est-elle faite au détriment de l'agriculture vivrière ? Pour les décennies 1860-1880, on ne remarque pas de diminution des surfaces cultivées en grains ni de baisse des rendements. Cependant, une lente détérioration des conditions agraires traditionnelles se produit dans la seconde moitié du XIXe. Pour le monde rural, les famines sont dramatiques. Elles se traduisent d'abord par la diminution des travaux agricoles et de l'embauche de main-d'œuvre pour les paysans, et par l'arrêt des commandes de leurs patrons ancestraux pour les artisans, soit, pour tous, une chute du revenu en nature ou en argent. Tous sont en outre durement frappés par la hausse du prix du millet, qui triple, voire quadruple couramment en temps de famine. L'emprunt et les privations sont leur lot. Les témoignages de l'époque dans leur ensemble, y compris les rapports des commissions officielles instituées après chaque famine, attestent l'importance de l'endettement paysan et son augmentation au fil des ans[23]. C'est l'origine principale des émeutes qui déchirent l'Inde centrale en 1875, sans que les lois agraires qui se succèdent puissent y remédier.

Après 1920, la famine du Bengale, en 1943-1944, est la dernière famine de grande ampleur que l'Inde ait connue. Elle s'inscrit dans une nouvelle

---

21. *Ibid.*

22. Publiciste et journaliste nationaliste d'origine parsie (1825-1917), il fut membre du Parlement de 1892 à 1895 et écrivit plusieurs ouvrages politiques exposant les doléances des Indiens.

23. R. Lardinois, *op. cit.*, p 37.

conjoncture économique et démographique, amorcée autour des années 1920. L'augmentation de la population due à un effondrement de la mortalité, notamment infantile, débute réellement à cette période et se poursuit jusqu'aux années 1970. Paradoxalement, cette évolution démographique ne s'accompagne d'aucun progrès agricole. Entre 1891 et 1947, la production s'intensifie, faiblement, au seul bénéfice de l'agriculture commerciale. Enfin, c'est juste autour de 1920 que s'inversent les conjonctures démographique et économique. La production agricole se dégrade au moment où la population augmente, entraînant inévitablement la paupérisation de la paysannerie. L'instauration, en 1880, de la première Famine Commission et l'établissement d'un Code de la famine marquent un interventionnisme calculé pour contrôler le fléau. Il s'agit d'abord d'offrir aux plus démunis des revenus qui leur permettent d'acheter des grains. Les contraintes financières qui en découlent provoquent de nombreuses polémiques. « Faut-il maintenir nos paysans en vie à n'importe quel prix et sans regard aux dépenses ? » s'exclame le vice-roi lord Lytton en 1877. Au même moment, Richard Temple, envoyé du gouvernement britannique à Madras, impose une réduction des salaires et des rations alimentaires servies dans les camps de secours des réfugiés. Même le Famine Relief and Insurance Grant (Fonds d'assurance et de secours contre la famine), créé par le gouvernement en 1877-1878, est, quelques années plus tard, sévèrement critiqué : il est devenu une caisse noire du département des travaux publics[24].

La politique économique et sociale des Britanniques aurait toutefois aidé à contenir les famines, grâce notamment aux grands travaux d'irrigation et à la construction d'un réseau de chemin de fer. On a souvent reproché à cette politique ses conséquences économiques, sociales et écologiques : priorité accordée aux travaux financièrement rentables sur les ouvrages ordinaires conçus dans un seul but de protection ; dégradation des terres irriguées ; recrudescence de la malaria, etc. Cependant, il a été démontré que ces opérations ont permis, notamment au Pendjab, de développer une agriculture commerciale et ont assuré une plus grande flexibilité des structures agraires en période de sécheresse. La révolution des transports consécutive à la construction du chemin de fer a participé au désenclavement des marchés régionaux et facilité l'acheminement des grains en temps de crise. Enfin, la croissance industrielle (de 4 % par an environ entre 1919 et 1939), la multiplication des emplois dans ce secteur et l'expansion urbaine ont également contribué, en diversifiant les sources de revenu, à diminuer les conséquences des famines, qui ont presque disparu à l'indépendance. Pourtant, la production agricole stagne, l'industrie est peu développée, la population augmente régulièrement depuis environ 1920 et la situation alimentaire se dégrade[25]. L'historiographie reflète cette évolution contradictoire, entre les

24. R. Lardinois, *op. cit.*, p. 38.
25. *Ibid.*, p. 39.

nationalistes, pour qui les famines sont la conséquence de la pauvreté de l'Inde, du « drainage » des richesses du pays vers la métropole, et leurs adversaires, pour lesquels l'Inde n'aurait jamais surmonté ce fléau sans la politique de secours et de prévention mise en place par les Britanniques.

Si cet exposé sur la question des famines alimenté par l'étude rigoureuse et mesurée de Roland Lardinois ne semble pas conclure au cynisme, une vision plus noire, eu égard à la responsabilité des Britanniques, nous est offerte sous la forme d'un ouvrage tout récent sur la question. Le chercheur américain Mike Davis, dans son combat anti-impérialiste, va jusqu'à intituler son livre *Late Victorian Holocausts ; El Niño Famines and the Making of the Third World*[26]. Il nous brosse, entre autres, un tableau des famines de 1896 à 1908 sous une plume sagace, souvent narquoise à l'égard des dirigeants anglais, dans un chapitre intitulé (non sans humour grinçant) *skeletons at the feast* (littéralement : « squelettes au festin », mais qui signifie aussi « trouble-fête»). Voici quelques aspects de son analyse critique qui intéressent notre propos.

Les gouverneurs de l'Inde n'ont évidemment pas prévu que le jubilé de diamant de la reine Victoria (1897) serait célébré « l'année la plus triste dans son accumulation de calamités depuis le temps où l'Inde passa des mains de l'East India Company à la Couronne », ainsi que le dira plus tard Romesh Chandra Dutt au Congrès national indien[26]. Pour l'heure, le sous-continent attend la mousson de 1896, persuadé qu'une famine à l'échelle de 1876 n'est plus possible. Grâce au rapport de la Commission de 1880 de Richard Strachey, il y a maintenant des codes de famine régionaux qui consignent des instructions pour l'organisation d'une assurance locale et fournissent de nouveaux contrôles (enregistrement à l'intérieur des sous-districts de « cercles de famine ») à l'égard des mouvements de populations en état de panique, analogues à ceux qui avaient tant alarmé le gouvernement vingt ans plus tôt. De plus, une « subvention de famine » et un « fonds d'assurance » ont été établis en 1878 pour permettre à Calcutta de pouvoir financer l'assistance durant les sécheresses les plus importantes et les inondations, sans risque fiscal par rapport à ses autres priorités, en particulier la campagne militaire permanente le long de la frontière nord-ouest. En outre, écrit un économiste contemporain, « les conditions historiques de contrôle de la production et de la distribution avaient été révolutionnées ». L'intégration des énormes surplus de blé de Birmanie dans le système impérial, parallèlement aux 10 000 miles de nouveaux rails de voies ferrées (la plus grande partie financée par le Famine Fund), est annoncée comme pouvant fournir la population rurale avec une marge décisive de sécurité alimentaire. La « famine » au sens propre est devenue impossible. En cas de manque, la Birmanie peut nourrir le Pendjab et les North-West Provinces ou vice versa. De même, Madras peut aider Bombay ou le contraire. Ainsi

26. Mike Davis, *Late Victorian*..., Londres, New York, Verso, 2001, p. 141.

lord Elgin rassure-t-il la reine Victoria : « Les progrès des moyens de communication, particulièrement le train, permettent maintenant de combattre la disette d'une façon qui était hors de portée des officiers des temps premiers. » Dans les faits, ces progrès se révèlent presque insignifiants. Un grave déficit de mousson fait obstacle à la moisson du printemps 1896 dans le Pendjab, les North-West Frontiers, l'Oudh, le Bihar et la présidence de Madras. Le manque de pluie est plus dévastateur encore dans les Provinces centrales et l'est du Rajputana (Rajasthan), où trois années de mauvais temps et de maigres moissons ont déjà appauvri les paysans. Dans toute l'Inde, le prix des grains augmente, puis monte en flèche après que la mousson d'automne a aussi manqué. Et les réserves de grains, spécialement dans la ceinture de blé du nord de l'Inde, ont été réduites par les exportations massives vers l'Angleterre destinées à compenser sa désastreuse moisson de l'année précédente. Tandis que les progrès « révolutionnaires » d'Elgin dans la distribution assurent simplement que les prix des produits agricoles seront aussi élevés dans les districts non affectés par la sécheresse que dans ceux où la récolte a fait défaut, les officiels britanniques, forts de leur foi doctrinaire dans la rationalité du marché, sont effrayés de voir le prix du millet et autres *poverty grains* dépasser celui du blé utilisé dans la fabrication du pain européen. De même que pour le Famine Fund dont on se glorifiait, et dont une partie substantielle avait été détournée malgré les protestations des Indiens au profit d'une autre mauvaise guerre afghane. À Londres, au meeting inaugural de la campagne pour le « secours à la famine indienne » en janvier 1897, le leader socialiste Henry Hyndman est contraint par la police de quitter l'estrade quand il propose que les « "Home Charges" pour l'année en cours soient suspendues, et que la totalité en soit versée pour les dépenses de l'assurance contre la famine ». Le gouvernement n'avait délibérément pas tenu compte des avertissements des nationalistes indiens ni non plus de ceux de leurs propres officiers de la santé concernant la population de pauvres, toujours croissante, et vulnérable à ces augmentations du prix de la nourriture. La malnutrition, pensaient les observateurs, avait atteint des niveaux épiques sans précédent dans l'histoire de l'Inde. Mais l'India Office n'est pas plus empressé en 1896 qu'il ne l'a été en 1876 de faire face au « cauchemar » de l'assistance aux pauvres en Inde. Les prix élevés transforment rapidement la sécheresse en famine. Une détresse accrue était déjà visible dans les Provinces nord-ouest et centrales en 1896 ; en octobre, la police ouvre le feu sur des pilleurs de grains au Bihar et dans la présidence de Bombay. Devant la police et les tribunaux, ceux-ci déclarent : « Arrêtez-nous pour vol et gardez-nous en prison. Là au moins nous ne mourrons pas de faim. » Margaret Denning, une missionnaire américaine, décrit le cas d'un petit cultivateur musulman acculé après avoir vendu sa terre, son habitation, et enfin ses ustensiles de cuisine, à « donner » l'aîné de ses enfants aux missionnaires — en violation de sa religion —, parce qu'il n'avait plus aucun espoir de pouvoir le nourrir et l'envoyer à l'école. Le garçon comprit son père. Ce dernier lui dit au revoir

et, ne demandant rien pour lui-même, s'en alla. Plus tard, le gouvernement ouvrit à contrecœur une « maison de pauvres » *(poorhouse)* dans le voisinage, mais le père, sa femme et son dernier-né périrent, victimes du régime sordide des mauvaises conditions sanitaires, des rations de nourriture insuffisantes et du trop dur labeur.

De telles histoires sont monnaie courante et elles commencent à semer un certain malaise à l'étranger. Sir Edwin Arnold est mobilisé pour rassurer les Américains sur le fait que « les Anglais en Inde gouvernaient pour l'intérêt des Indiens en premier lieu, et pour les revenus, la réputation et le pouvoir ensuite ». Mais, à cause de *Spectator* et d'autres instances éditoriales d'importance qui l'admonestent pour son excessive parcimonie, le vice-roi — autrement préoccupé à détruire les villages rebelles le long de la frontière afghane — consent avec réticence à créer des structures d'assistance dans les districts les plus frappés. Il demeure obstinément opposé, cependant, à la charité privée, résistant aux intimations des missionnaires internationaux, et condamne aigrement la presse pour ses « exagérations ». Elgin interdit au gouvernement du Bengale d'avancer de l'argent aux commerçants pour importer du grain (la Birmanie, par exemple, exporte ses grands surplus de riz vers l'Europe). Enfin, alors que ses coffres sont drainés par la guerre sur la frontière nord-ouest, son gouvernement réduit d'un tiers la contribution au Famine Fund (passant de 1,5 roupie à 1 roupie), en flagrante violation des précédentes promesses officielles faites aux Indiens.

En décembre 1897, Elgin traverse Jubbulpor, dans les Provinces centrales. La sécheresse y est ininterrompue depuis celle de 1895 et le taux de mortalité mensuelle a encore grimpé depuis septembre. Le gouvernement a précédemment refusé les appels désespérés pour la mise sur pied d'un travail d'assistance, ou du contrôle du prix des grains. Mais Elgin, comme Temple et Lytton à Madras une génération plus tôt, reste froidement impassible devant tout ce qu'il voit : « Je peux juste dire que, voyageant ces derniers jours à Indore et à Gwalior et maintenant dans ces provinces aux portes de la ville, j'ai été frappé par l'apparence prospère du pays même avec la quantité réduite de pluie qui est tombée récemment. » Toute l'Inde est outragée par cette remarque fondée — déclare un reporter — sur un rapide coup d'œil depuis « la fenêtre du salon d'un train vice-royal[27] ». Convaincu que les Indiens sont naturellement des tire-au-flanc et des mendiants, Elgin importe sur le sous-continent cette vieille pierre angulaire disciplinaire de l'utilitarisme, la poorhouse. Prévues en faveur de ceux qui sont trop faibles pour le dur labeur, les maisons de pauvres sont rejetées par les paysans qui craignent qu'on ne veuille « les convertir au christianisme » ou qu'on ne les déporte au-delà des mers, ce qui constitue un tabou pour les hindous. L'enfermement est particulièrement insupportable aux tribaux, tels que les Gond et les Baiga, dont un missionnaire déclare qu'ils « mourraient bientôt

27. Cité *in* Davis, *op. cit.*, p. 147.

dans leur logis ou dans leur jungle native, plutôt que de se soumettre aux contraintes d'un règlement de "poorhouse" ». Ces propos sont relayés par une autorité anglaise sur la famine : « La haine de la poorhouse s'est dans bien des cas révélée plus forte que la peur de la mort. » Un visiteur officiel américain du Secours est horrifié par les conditions à l'intérieur des poorhouses, en particulier par l'alimentation : « La nourriture n'était rien d'autre que de la farine sèche et un peu de sel. Un œil habitué pouvait tout de suite voir que le grain était adultéré avec de la terre avant d'être mélangé à la farine. » Un missionnaire mennonite écrit à l'éditeur du *Christian Herald*, à New York, que « le taux de mortalité dans ce district, qui était normalement en dessous de 50 pour 1 000, était monté à cause du manque de nourriture au chiffre effarant de 627 pour 1 000 ».

La peste bubonique parvient à Bombay pendant l'été 1896, probablement « en passagère clandestine », nous dit Davis, sur un navire en provenance de Hong Kong. Bombay offrait une écologie idéale pour une pandémie : atmosphère fétide, taudis *(slums)* surpeuplés infestés par une population colossale de rats. Durant des années, les officiers de la santé ont prévenu les administrateurs britanniques que leur refus de dépenser la moindre somme pour l'état sanitaire des slums préparait le lit d'une « épidémie apocalyptique ». Florence Nightingale, l'éminente victorienne, a mené des croisades répétées contre la « fantasmagorie » des conditions de la maladie, mais les citadins européens font bloc contre une taxation accrue destinée à financer un renouvellement de l'eau et des projets de drainage. Le manque de nourriture et le choléra s'ajoutent rapidement à la peste, décimant en fin de compte un cinquième des travailleurs des basses castes de la ville. Plus alarmant encore pour les élites commerciales, des ports étrangers commencent à mettre en quarantaine des cargos de blé venant de Bombay. On craint qu'un embargo général ne détruise le commerce extérieur de l'Inde occidentale. Pendant ce temps-là, des cargaisons par voie ferroviaire de grains de secours contaminés répandent la peste avec une grande efficacité à travers les *ghats*[28] dans le Deccan aride et affamé. La modernisation et la montée de la misère forment à nouveau une combinaison meurtrière. Le nouvel Epidemic Disease Act donne à W. C. Rand, personnage connu pour son racisme arrogant, le pouvoir de « détenir et d'isoler les présumés pestiférés, de détruire leurs biens, d'inspecter, de désinfecter, d'évacuer et même de démolir les habitations suspectées d'abriter la peste, d'interdire des fêtes et des pèlerinages ». Rand se vante de ce que ses mesures « étaient peut-être les plus drastiques qui aient jamais été prises pour éradiquer une épidémie ». Des rumeurs se répandent à travers le pays selon lesquelles des patients indiens sont assassinés pour « en extraire une huile vitale devant servir d'onguent magique aux Européens ». À travers l'Inde, dans l'inter-

28. *Ghats* : « Marches » : nom donné aux rebords ouest et est du plateau du Deccan et qui déterminent, entre eux et la mer, d'étroites bandes côtières.

valle, éclata un scandale grandissant dû aux préparations somptuaires pour la célébration du soixantième anniversaire du gouvernement de la reine Victoria. Au Lahore Town Hall, un groupe de collégiens indiens interrompt un meeting de leaders anglais et de citoyens indiens pour déclarer que l'argent devrait être réuni en faveur des orphelins de la famine plutôt que pour un mémorial à la reine Victoria. Mais c'est dans une Poona affamée et infestée par la peste que l'arrogance impériale jaillit, en fin de compte, à l'occasion de ce que beaucoup interprètent comme un prélude à une seconde mutinerie. Le 22 juin, deux patriotes indiens assassinent Rand et son subordonné alors qu'ils quittent en voiture les feux d'artifice du jubilé de diamant à la Government House. Nombre d'actes du même ordre ont lieu. Une nouvelle Sedition Law est votée. « La moindre critique indigène sur l'assistance à la famine ou sur la campagne anti-peste était en fait "criminalisée[29]". » Au même moment, la *Missionary Review of the World*, qui ordinairement fait l'éloge de la philanthropie britannique, dénonce le double langage par lequel le gouvernement a minimisé la gravité de la crise et saboté les efforts des missionnaires pour organiser un rapide secours international. *Cosmopolitan* publie ostensiblement deux photographies de victimes de la famine des Provinces centrales à côté de l'illustration d'un grand monument érigé à la gloire de la reine Victoria. D'après l'éditorial, « selon des estimations de base à Londres, un total de plus de 100 millions de dollars serait dépensé, directement et indirectement, pour les cérémonies du jubilé de la reine ». Les critiques d'Elgin ne savent pas au juste ce qui est le plus scandaleux : la somme qu'il a dépensée pour l'extravagant jubilé de diamant, ou le peu qu'il a alloué au combat contre la famine qui affecte cent millions d'Indiens. En 1898, la presse mondiale titre à propos des onze millions de morts qu'a faits la famine : « La Famine du siècle ». Ce lugubre titre, cependant, est presque aussitôt usurpé par une plus grande sécheresse et la famine plus meurtrière encore de 1899-1902. Curzon, mieux qu'Elgin, incarne une politique impériale rigide. Il s'adresse aux villageois affamés en leur disant : « Tout gouvernement qui compromettrait la position financière de l'Inde pour des intérêts d'une philanthropie prodigue s'exposerait à de sérieuses critiques ; mais tout gouvernement qui, par des aumônes distribuées sans discernement, affaiblirait la fibre morale et détruirait la confiance de la population en elle-même serait coupable d'un crime public. » C. J. O'Donnell, un distingué vétéran du Bengale Civil Service, commente sarcastiquement : « Avec la famine succédant à la famine dans chaque province de l'Inde, et partout une peste dévastatrice, qui pourra nier que nous avons enfin trouvé un véritable "vice-roi impérialiste[30]" ? » Comme Lytton vingt ans plus tôt, Curzon va devenir l'architecte d'une « *brilliantly organized famine* ». Et tandis que Herbert Spencer avertit de la *rebarbarization* (*sic*) de l'esprit

---

29. M. Davis, *op. cit.*, p. 152.
30. *Ibid.*, p. 164.

anglais alimentée par un chauvinisme rampant, la presse populaire ignore le nouvel « holocauste » indien pour se focaliser presque exclusivement sur la lutte contre les Boers qui opposent une résistance inattendue.

L'aide internationale la plus substantielle vient en Inde non pas de Londres, mais de Topeka, sous la forme de 200 000 ballots de grains « en solidarité avec les fermiers indiens » envoyés par des populations du Kansas. Elle est suivie de notables contributions de tribus indigènes d'Amérique et de groupes d'Églises noires américaines. En 1901, *The Lancet*, revue médicale anglo-saxonne de très grande réputation, suggéra que les estimations minimales de l'excédent de la mortalité en Inde dans la décennie précédente (calculé à partir du *Census* de 1901 après soustraction des morts dues à la peste) étaient de 19 millions. Un certain nombre d'historiens, comme Kingsley Davis, Ira Klein et Pierre Le Roy, ont admis le chiffre en tant qu'ordre de grandeur approximatif pour la mortalité combinée de la crise de 1896-1902. Ces grandes famines de « fin de siècle », suivies par une autre combinaison « El Niño »/sécheresse/famine en 1907-1908, chiffrées de 2,1 à 3,2 millions de vies perdues dans les Provinces unies, projettent une grande ombre de mortalité sur les dix premières années du XXe siècle. Leurs réactions immunitaires affaiblies par la longue épreuve de la faim, les paysans pauvres du nord et de l'ouest de l'Inde sont fauchés par millions dans des vagues d'épidémies de malaria, de tuberculose et de peste. La peste noire se retranche dans les premiers districts touchés par la famine de l'Uttar Pradesh et du Pendjab, où l'on a déclaré 8 millions de nouvelles victimes en 1914. Le dommage cumulatif porté aux forces productives du sous-continent est colossal. « Presque tous les progrès apportés au développement agricole depuis 1880 furent annihilés pendant les famines. » Srivastava déclare que 92 % du bétail de labour du Pendjab meurt en 1896-1897. Pendant ce temps, dans la présidence de Bombay (selon Tomlinson, dans la *New Cambridge History*), les troupeaux ne regagnent pas leur niveau des années 1890 avant les années 1930. En partie à cause de ce manque de capacité animale, le réseau de terres cultivées à la fois dans la présidence de Bombay et dans les Provinces centrales en 1900 a décliné de 12 % par rapport à 1890. Dans les districts les plus frappés, la baisse des cultures varie de 25 à 41 %. La mécanique démographique du pays s'immobilise de même. Pour l'Inde dans son ensemble, seules les années 1880 ont connu un quotient relativement sain entre taux de naissance et taux de mortalité.

Quelle leçon les Britanniques tirent-ils de ces catastrophes ? Le rapport officiel le plus exhaustif, le *Report on the Famine in Bombay Presidency 1899-1902*, concède qu'une grande part de l'excessive mortalité aurait pu être évitée par « une assistance (Home) gratuite largement répartie depuis le début », mais soutient que « le coût en aurait été tel qu'aucun pays n'aurait pu le supporter — ou être sommé de le supporter » (bien que les Moghols, mentionne Davis, aient procuré cette forme de secours durant le XVIIIe siècle). De même, la principale conclusion du rapport de la *1901 (All-*

India) Famine Commission était que — en dépit du fait qu'à peine un cinquième des victimes estimées de la famine avait reçu une assistance britannique —, « l'aide distribuée était "excessive" ».

La catégorie coloniale abusive des « tribus criminelles » : cynisme législatif

La catégorie « tribus criminelles », illustrative d'un exemple d'aménagement de la domination britannique, ne traduit pas une conception propre à la société indienne, mais une notion importée dans l'Inde du XIXe par les administrateurs et par les juristes du régime colonial britannique. Elle est appliquée à des groupes sociaux dont les occupations traditionnelles s'identifient selon eux à la « prédation » et à la « délinquance ». Le terme « tribu » se réfère à un caractère ethnique et celui de « criminel » affère au droit criminel issu directement du droit occidental : ces groupes ne deviennent criminels qu'en regard des conceptions occidentales de la marginalité. Loin d'être exclus des formes sociales spécifiques à l'ensemble des sociétés du sous-continent indien, ils évoluent dans son univers idéologique dont le principe dominant est celui du classement de la différence et de l'absence d'exclusion[31]. Ces dispositions légales prises à l'encontre des tribus criminelles doivent être considérées dans le contexte plus général des grilles variées d'inventoriation introduites par l'administration coloniale, en particulier celles du *Census* et des *Gazetteers*.

À partir de 1830, un changement s'amorce sous l'influence des courants évangélique et utilitarien. Ce dernier, motivé par la quête d'intérêts matériels, trouve ses fondements philosophiques au cœur de l'économie politique. Il a ainsi inspiré une politique sociale dont l'un des traits est l'élimination de certains « abus » de la société indigène. Ce sont, entre autres, le suicide des épouses sur le bûcher de leur mari et la criminalité des Thugs, une confrérie de bandits de grand chemin. Jusqu'alors, il ne s'était pas opéré de rupture fondamentale avec l'ordre traditionnel indien. Le gouvernement ne faisait que prendre à sa charge une partie de la fonction de défense et de répression que les villages indigènes assuraient eux-mêmes. Un pas décisif est franchi lorsque les conceptions occidentales en matière judiciaire punitive sont moulées dans les lois devenant impératives pour l'ensemble du corps social. Le point de départ en est le Criminal Tribes Act (CTA) de 1871 qui donne pouvoir à tout gouvernement provincial avec autorisation du gouverneur général de déclarer « criminel » tout groupe, tribu ou classe,

31. M. Fourcade, « Les dénommées "tribus criminelles" de l'Inde britannique : violence coloniale, violence traditionnelle », *Purushartha*, 16 : *Violences et non-violences en Inde*, Paris, éd. de l'EHESS, 1994, p. 187.

qu'il tient pour « adonné à la perpétration systématique » de certaines catégories de délits attentant aux personnes et aux biens. Cette procédure équivaut donc à reconnaître coupable un groupe entier sans qu'il y ait procès. Elle permet aux autorités d'imposer au groupe incriminé une détention et un régime plus ou moins strict.

Citons le discours de J. V. Stephens, membre titulaire du portefeuille des lois du Conseil du vice-roi, pour introduire le projet de loi *(bill)* du CTA de 1871 :

> Le trait distinctif de l'Inde, c'est le système des castes. En vertu de ce système, les marchands sont constitués en castes, une famille de charpentiers restera une famille de charpentiers à un siècle ou à cinq siècles d'ici, si elle dure jusque-là. Gardons ce fait en tête et nous saisissons d'un coup ce qu'il faut entendre par criminel professionnel. Il s'agit d'une tribu dont les ancêtres sont criminels depuis les origines des temps, dont les membres sont voués par les lois de la caste à commettre des crimes et dont la descendance à son tour sera délinquante jusqu'à ce qu'elle soit exterminée comme on a fait pour les Thugs. Quand un homme vous déclare qu'il est délinquant, il faut comprendre qu'il est tel depuis le début et qu'il le sera jusqu'à la fin. Il est impossible de le réformer car c'est son métier, sa caste, je dirais presque sa religion, que de commettre des crimes[32].

Amalgame de termes : caste, tribu, métier ; mélange de notions d'ordre rituel, ethnique et séculier, mises sur le même plan pour la commodité de la législation britannique ; l'impropriété du vocabulaire employé révèle le hiatus entre l'approche coloniale des réalités hindoues et ces réalités elles-mêmes qui se retrouvent détournées de la signification qu'elles recouvrent dans leur société d'origine. Le texte lui-même détermine une catégorie d'ordre pénal pur pour faciliter l'application d'une loi fondée sur des critères arbitraires, et non sur la prise en compte du système des castes dont l'interdépendance constitue un principe de base qui échappe à l'œil anglais.

Sous cette étiquette de « tribus criminelles » (qui n'englobe pas les authentiques tribus primitives de l'Inde ou *âdivâsî*), on trouve des groupes dont la profession est la prédation ; des groupes dont la prédation est accidentelle (famine, cataclysme naturel…) ; les exclus, déclassés, dissidents originaires de castes ordinaires ; d'autres rassemblements encore, constitués au contraire de déclassés issus de milieux divers. Ils fonctionnent comme des creusets, accueillent des ressortissants d'origine, de caste ou de religion différentes[33]. Les historiens s'accordent depuis longtemps sur les origines mixtes de ces tribus criminelles dues, en partie, à leur recrutement ouvert. Indifférentes à une notion d'identité ou de pureté à préserver, elles possèdent leurs propres mythes d'origine, leurs valeurs intériorisées dès l'enfance,

---

32. G. Shankar, *Born Criminals*, Varanasi, Kishor Vidya Niketan, 1979, p. 61.

33. J. Pouchepadass, « Délinquance de fonction et marginalisation coloniale : les "tribus criminelles" dans l'Inde britannique, *in* (collectif) *Les Marginaux et les exclus dans l'Histoire*, Paris, Plon, 1979, p. 130.

leur code d'honneur, et s'adonnent à des activités délictueuses qui leur tiennent lieu de fonction spécifique.

Le CTA, dans la pratique, autorise tout magistrat de district à répertorier et à agir sur ces groupes là où il juge bon de les assigner à résidence ou de les enfermer dans une colonie de redressement. Ces colonies ne sont pas gérées par la police mais par des fonctionnaires spécialisés ou, à partir de 1910, par des associations philanthropiques ou missionnaires (*London Mission, Salvation Army*).

L'examen des origines idéologiques du CTA de 1871 — et ses révisions ultérieures — montre qu'il est inspiré de notions contemporaines de la criminalité. Les définitions du crime en Inde données par les Britanniques sont reliées à leurs idées sur les structures et le fonctionnement de la société et de la culture indiennes aussi bien qu'à l'idéologie du gouvernement qui justifie leur domination et la sujétion des Indiens[34]. Les politiques légales du pouvoir colonial se fondent sur des assertions accommodantes et erronées concernant la société indienne et connaissent donc des résultats imprévus (voir Fourcade, 1994). L'autorité anglaise a fondu ensemble l'idée d'une influence morale avec le concept de « pouvoir de l'État[35] ».

Une fois notifiés officiellement Criminal Tribes (CT), ces groupes n'ont pas de recours vis-à-vis du système judiciaire pour sortir de cette désignation. Des protestations sont entendues mais restent sans effet. La tendance des législateurs est d'accepter l'idée du « crime héréditaire » conformément aux théories criminologistes du temps. Les groupes identifiés comme CT sont estampillés de façon indélébile et dotés de caractéristiques sociales et comportementales. Le jugement officiel sur les CT aboutit à ce que nombre d'entre elles sont reconnues comme gitans (*gypsies*), tribus errantes (*wandering tribes*) ou tribus vagabondes (*vagrant tribes*). Cette conception des choses prend sens avec la vision contemporaine selon laquelle le vagabondage est la « pépinière du crime ». Une exception pour le *Chief Commissioner* des Provinces centrales, qui reconnaît que ces groupes errants se sont souvent bien intégrés dans l'économie régionale et la société. « Chacune de ces tribus avait son propre nom, son artisanat, beaucoup étaient des visiteurs bienvenus dans les villages qu'ils fréquentaient[36]. » Les Britanniques ont donc considéré sans discrimination des groupes entiers comme délinquants, n'opérant pas ou peu de distinguo parmi les populations « péripatétiques », tels les bergers nomades, les bardes, les ménestrels, mendiants et marchands, ni parmi les castes et les tribus. Particulièrement à l'égard des groupes errants dont la mobilité est cause de suspicion l'incompréhension est totale s'agissant des caractères saillants du nomadisme

---

34. B. Cohn, « Notes on the Study of Indian Society and Culture », *in* M. Singh et B. Cohn, *Structure and Change in Indian Society*, Chicago, J. L. Aldine.

35. *Ibid.*, p. 5-6, 78.

36. Cité *in* A. A. Yang, *Crime and Criminality in British India*, Tucson, University of Arizona Press, 1985, 144, n° 25.

(variations rythmiques et cycliques pourtant prévisibles, changements de lieux avec limites territoriales ou frontières de structures lignagères définissant le groupe migratoire). Aussi les descriptions officielles des tribus criminelles sont-elles statiques, ne tenant pas compte de leur dimension historique[37]. Le contenu du CTA de 1871 a donc été forgé selon des idées contemporaines sur la causalité du crime autant que d'après les conceptions coloniales de la déviance.

Le régime colonial repose sur sa police à la fois comme agence de surveillance et de coercition. Et encore, les ressources que le pouvoir britannique se tient prêt à allouer à la police sont-elles restreintes par le souci de profit qui anime l'exploitation coloniale et par un désir d'interférer dans la société indienne aussi peu qu'il est compatible de le faire avec la mainmise du contrôle et des intérêts coloniaux.

L'abolition du CTA devenue réelle dans toute l'Inde en 1952, la délinquance des tribus criminelles est à nouveau tombée sous le coup du droit commun sans que cela entraîne « une augmentation considérable de la délinquance des groupes en question[38] ». Finalement, cette catégorie juridique donne lieu à des jugements et enfermements arbitraires, puisqu'elle est construite artificiellement sans tenir compte du modus vivendi des populations incriminées à tort, d'où son inefficacité et, à terme, son abandon.

L'opium, « premier argent de la drogue » : cynisme moral

L'opiomanie de l'Inde, en conjonction avec l'alcoolisme, a été l'un des moyens auxquels l'Angleterre a eu recours pour maintenir sa domination. Le pavot, d'origine méditerranéenne, fut introduit en Inde comme en Chine par les Arabes, mais l'acclimatation en Inde aurait précédé l'époque du Prophète (570-632 apr. J.-C.)[39]. Les premiers voyageurs britanniques, dans le dernier quart du XVIe siècle, mentionnent « énormément d'opium » parmi les marchandises transportées d'Agra et de Patna au Bengale. Ces provenances attestent une culture bien établie au Malwa (Inde centrale) et dans la région de Patna qui resteront les principales régions productrices tout au long du XIXe siècle et jusqu'à nos jours. On les retrouve sous les deux appellations suivantes : opium du Malwa et opium du Bengale. Au début du XVIe, sous l'empereur moghol Akbar, le pavot est la culture

37. S. Nigam, « Disciplining and Policing the "Criminal by Birth". Part 2 : The Devlopment of Disciplinary System 1871-1900 », *The Indian Economic and Social History Review*, 27 (3), 1990, p. 257-287.

38. J. Pouchepadass, *op. cit.*, p. 149.

39. Marie-Claude Mahias, « Le tabac et l'opium en Inde : leur rôle dans l'histoire des Nilgiri », *in* A. Hubert et P. Le Failler, *Opiums : les plantes du plaisir et de la convivialité en Asie*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 216.

commerciale la plus imposée et donc objet d'un contrôle sévère de la part des administrations fiscales.

Les Européens donneront une ampleur sans précédent au commerce de l'opium, qu'ils utilisent comme moyen de financer leurs achats d'épices, de tissus de coton et de soie. À la suite des Portugais, puis, au XVII[e], des Hollandais, les Anglais voudront gérer et accroître une production, source de revenus considérables, dont ils vont faire un outil d'empire décisif. « C'est sans doute la première fois, comme l'écrit judicieusement l'anthropologue Marie-Claude Mahias, qu'on peut véritablement parler d'"argent de la drogue" au sens où le financement d'une politique impériale est délibérément obtenu par la drogue, en misant sur la toxicomanie de l'autre[40]. »

L'exportation du narcotique indien a été légalisée par le traité de T'ien-tsin en 1858[41]. Le revenu du monopole gouvernemental de l'opium ajouté à la taxation de l'opium du Malwa, une région comprise dans les États princiers hindous, constitue dès lors un élément non négligeable des recettes de l'État colonial : 11 % en 1891-1892, encore 9 % en 1911-1912. L'opium de la vallée du Gange, exporté par Calcutta, représente au minimum les deux tiers du total des exportations indiennes de la drogue. Celle-ci est fabriquée, à partir du produit livré par les paysans, dans des manufactures autorisées et supervisées par le gouvernement. C'est ce gouvernement lui-même qui, au début du XX[e] siècle, décide de mettre fin par étapes, dans le cadre d'accords conclus avec la Chine en 1907 et 1911, à cette activité jugée de plus en plus sévèrement à l'échelon international. La Régie d'opium du Bihar est dissoute en 1910. Après la Première Guerre mondiale, le gouvernement de l'Inde prend le contrôle complet des exportations d'opium et, conformément à la convention de Genève, n'en exporte plus qu'à des fins scientifiques et médicinales. Il s'emploie à partir de la fin des années 1920 à obtenir l'arrêt de la production des États princiers. Les exportations d'opium indien cessent complètement en 1935.

On connaissait donc bien l'usage de l'opium avant l'arrivée des Britanniques en Inde, mais sous une forme bénigne et dans des proportions modestes. Gandhi disait à ce sujet : « Avant les Anglais, il ne se trouvait en Inde aucun gouvernement pour encourager le mal qu'est l'usage de l'opium et en organiser l'exportation à des fins fiscales comme l'ont fait les Anglais. » Après leur installation, la consommation de l'opium a été en augmentant. En 1880, le haut-commissaire de la Birmanie adressait au gouvernement britannique un rapport officiel où l'on pouvait lire : « L'usage habituel de ces drogues sape les forces physiques et morales, démolit les nerfs, émacie le corps, diminue sa force et sa résistance, rend les gens paresseux, négligents et malpropres, annihile l'amour-propre, constitue une

40. *Ibid.*, p. 217.

41. J. Pouchepadass, « L'opium », in *Paysans de la plaine du Gange : le district de Champaran 1860-1950*, Paris, École française d'Extrême-Orient (« EFEO » CLVII), 1989, p. 458.

des sources les plus horribles de la misère, du dénuement et de la criminalité, peuple les prisons de pensionnaires flasques et veules, bientôt victimes de la dysenterie et du choléra, empêche l'extension désirable de l'agriculture et la progression morale de l'impôt foncier, arrête l'augmentation naturelle de la population et affaiblit la constitution de la génération subséquente. »

Cela n'a pas empêché une commission officielle d'envoyer en 1895 à Londres un rapport optimiste en bonne et due forme dont voici les principaux passages :

> La consommation de l'opium n'est guère un vice aux Indes […]. On a largement recours à ce produit à des fins non médicales comme pour des buts semi-médicaux, dans quelques cas avec de bons résultats et dans la plupart des circonstances sans suites nocives […]. Il n'est pas nécessaire de ne permettre dans l'Inde la culture du *papaver* ainsi que la fabrication et l'usage de l'opium qu'à des fins médicales. Une expérience traditionnelle a enseigné au peuple indien à ne recourir à ce produit qu'avec circonspection et l'abus que l'on en fait est un trait de la vie du peuple indien auquel il n'y a pas lieu de s'arrêter *[sic !]*. La majorité des opiophages indiens n'est pas asservie à son habitude. Ces gens prennent les petites doses dont ils ont besoin sur le moment et peuvent renoncer à leur ration, l'appétence passée. L'opium est le plus commun et le plus apprécié des remèdes de bonne femme à la disposition des gens. Ils le prennent pour prévenir la fatigue ou l'atténuer, comme moyen prophylactique de la malaria ou encore pour réduire la quantité de sucre dans le diabète, et, de façon générale, il est employé par tous les âges comme sédatif. L'usage de l'opium à petites doses est un des moyens principaux de traiter les maladies infantiles (!). Interdire la vente d'opium sans prescription médicale serait une mesure ridicule et nettement inhumaine à l'égard de nombreux millions d'êtres humains (!).

Ce rapport ne saurait se retrancher derrière le fait qu'on n'avait pas encore bien connaissance à l'époque des conséquences sur le corps et l'esprit de la prise d'opium. En effet, trois ans auparavant, en 1892, cinq mille médecins avaient déclaré en Angleterre que fumer ou manger de l'opium était nuisible au corps et désastreux pour l'esprit, et qu'il fallait aux Indes considérer l'opium comme un poison et le traiter en conséquence, de même que dans la métropole. Une commission de la SDN avait établi que la consommation annuelle normale d'opium à des fins médicales était de moins de 6 kilos pour 10 000 habitants (soit 0,6 g par habitant). Or, à Calcutta, dans les années 1900, la moyenne de consommation est de 144 kilos pour 10 000 habitants, ce qui représente pour chaque opiophage l'absorption de quantités énormes. En 1923, c'est la Commission des économies auprès du gouvernement qui publie un rapport, insistant nettement sur « l'importance du maintien de la vente d'opium, source capitale du rendement des impôts », et déclarant qu'il ne fallait pas songer à recommander une diminution du taux de la taxe. Le pasteur John Liggins écrit dans sa brochure sur l'opium : « À peine l'Angleterre avait-elle établi sa domina-

tion sur le pays que les fonctionnaires subalternes britanniques distribuaient gratis de l'opium aux indigènes pour créer un marché aux Indes. » Un autre pasteur, C. F. Andrews, rapporte ceci : « En 1921, le pasteur de mission J.-N. Roy présenta au Conseil législatif d'Assam une motion au terme de laquelle la vente de l'opium dans le pays devait être annuellement réduite de 10 %. Cette motion fut adoptée à une majorité écrasante ; ne se prononcèrent contre elle que les fonctionnaires, les Européens et quelques dignitaires indiens. Cependant, le gouvernement, détenteur du pouvoir exécutif, s'est refusé à déférer à la volonté de l'autorité législative… »

Les partisans de Gandhi organisent une campagne contre l'alcool et l'opium. Grâce à leur action purement morale, ils réussissent à abaisser de 50 % la consommation dans la province d'Assam. Que fait le gouvernement ? Il intervient pour jeter en prison quarante-quatre des soixante-trois orateurs qui parcourent le pays.

« Si le gouvernement du pays ne livrait plus ce toxique au peuple, celui-ci se le procurerait en contrebande, disent les Anglais en réponse aux accusations dont ils sont l'objet. Il est donc absolument normal que les autorités donnent satisfaction à un besoin existant et perçoivent l'impôt dont il est grevé. »

Dans une lettre de Calcutta à la *Nation* de New York, Gertrude Marvin Williams écrit, à la date du 2 juin 1925 :

> En un seul jour, on a compté, dans un des seuls dépôts d'opium de l'administration à Calcutta, 2 300 acheteurs des deux sexes. J'ai visité l'un de ces dépôts qui se trouvait à proximité de Chowringhee, l'artère principale de la ville. Derrière une petite fenêtre en treillage de fer, un homme accroupi sur un comptoir enroulait dans une feuille verte des fragments d'opium brun gluant. À côté de lui, un autre individu recueillait un flot ininterrompu de pièces de 1 *anna* [environ 0,02 euro]. Les gens qui faisaient la queue appartenaient aux catégories les plus diverses. Pour 1 anna, on obtenait presque sept grains d'opium. Les défenseurs du monopole gouvernemental soulignent toujours que les dépôts ne doivent vendre à chaque client qu'une quantité limitée. Me renseignant à cet égard, j'ai appris que la limite est 1 *tola*, soit 188 grains, mais que les amateurs peuvent quotidiennement réclamer cette quantité. Rien ne les empêche non plus de faire le tour de tous les dépôts ou de revenir, cinq minutes plus tard, dans celui où ils ont fait leur première acquisition.

C'est ce qu'on appelle la Réglementation (*Government Regulation*) du trafic de l'opium ! Mais le plus grave est l'ingestion de l'opium par les enfants. Les femmes qui travaillent dans les fabriques de Calcutta et de Bombay en font prendre le matin à leurs nourrissons pour qu'ils dorment toute la journée et ne les importunent pas dans leur travail par leurs vagissements affamés. Dans les villages, elles étourdissent leurs bébés avant de partir aux champs.

L'Inde contemporaine est officiellement reconnue comme le principal producteur et consommateur d'opium, mais la culture du pavot est désor

mais strictement contrôlée par l'État, limitée à des zones facilement accessibles et pratiquée sous licence.

Censure du Raj sur les ouvrages bengalis « séditieux » : cynisme intellectuel

C'est Robert Darnton, historien spécialiste du XVIIIe siècle français, qui nous ouvre cette fois des horizons sur le fonctionnement de la censure dans la littérature bengalie durant la dernière période du Raj[42]. Il nous introduit auprès de William Lawler, bibliothécaire instruit et « agent de police littéraire » sans pareil.

Lawler travaillait attablé devant une immense feuille de papier divisée en seize colonnes. Autour de lui s'amoncelait une énorme moisson de livres publiés au Bengale en 1879. Sa tâche consistait à remplir les colonnes. Dans les premières, il précisait le titre, l'auteur, l'éditeur, etc., de chaque ouvrage, informations exigées pour l'inscription de nouveaux livres conformément à la loi promulguée par l'Acte XXV du gouverneur général de l'Inde en Conseil pour 1867. En inscrivant un ouvrage et en payant deux roupies, son éditeur acquérait un copyright pour toute l'Inde britannique et se protégeait contre les poursuites, car un livre non enregistré était jugé illégal, et son éditeur pouvait être puni par le gouvernement colonial de deux ans de prison ferme assortis d'une amende de 5 000 roupies. En outre, au Bengale, le gouvernement conservait en archives tous les livres publiés dans la province. Ces catalogues n'étaient pas consultables par le grand public. Ils circulaient secrètement à l'intérieur des canaux de l'Indian Civil Service (ICS) — une « matière » jugée confidentielle, comme leurs analogues émanant d'autres gouvernements provinciaux. L'ensemble fournissait aux agents du British Raj un rapide compte rendu de tout ce qui paraissait dans le sous-continent ou, du moins, de tout ce que les éditeurs soumettaient à l'inventoriation. Les entrées au catalogue de 1868 à 1905 couvrent quelque 200 000 titres. Pour le seul Bengale, les catalogues de ces années-là constituent environ quinze volumes, contenant chacun au moins cinq cents pages. L'Indian Civil Service y dialogue avec lui-même à propos des natives (les Indiens) : un discours sur la littérature émanant des autorités coloniales à l'apogée de l'impérialisme. En effet, dans l'espace blanc sous la dernière des rubriques — colonne 16, « Remarks » —, Lawler résumait l'argument des romans, poèmes et pièces de théâtre de manière à rendre leur morale claire à leurs lecteurs — les hommes de l'ICS. Le catalogue était, en réalité, un condensé littéraire, réservé aux administrateurs du Raj.

42. R. Darnton, « Un-British Activities », *The New York Review of Books*, 12 avril 2001, VIII (6), p. 84-88.

En le consultant, un magistrat de district du Pendjab ou un secrétaire à l'India Office de Londres pouvait savoir ce que mijotaient les natives. Les lecteurs implicites de la colonne 16 étaient les maîtres de l'Inde. Ils avaient besoin d'être informés sur la littérature déversée par les presses des imprimeries dans une ahurissante variété de langues. Mais pourquoi le Raj se contentait-il d'accumuler de la connaissance ? Pourquoi ne réprimait-il pas les livres que des hommes comme Lawler aurait brûlés sans remords ? Le catalogage peut-il être considéré comme une forme de censure ? Évidemment non, même si l'histoire de l'impérialisme et des littératures indigènes implique bien plus que la simple répression.

Le livre imprimé existait sur le sous-continent depuis 1556, mais il restait confiné à de petites enclaves de missionnaires dispersées le long des côtes, et le nombre total de publications, y compris pamphlets et nouvelles feuilles, atteignait moins de 2 000 titres en 1800. C'est dans la seconde moitié du XIX[e] siècle que le livre imprimé pénétra profondément la société indienne, rencontrant encore de formidables obstacles, comme l'illettrisme de masse. Quand les Anglais réfléchirent sur les ravages produits par la Grande Rébellion de 1857-1858, ils mesurèrent la distance culturelle qui les séparait des natives et se tournèrent vers une nouvelle forme d'impérialisme qui combinerait une augmentation de connaissance avec une expansion du pouvoir, et qui serait fondamentalement libéral. The Press and Registration of Books Act de 1867 fut l'une des tentatives pour restaurer l'ordre dans un monde encore tremblant après le choc de 1857 et les insurrections paysannes de 1858. Le Parlement abolit l'East India Company en 1858, mit l'Inde directement sous la Couronne, et gouverna au travers d'une administration qui dépendait de moyens modernes d'informations, c'est-à-dire d'un flot incessant de mots sur du papier. Depuis 1853, tout était scruté, cartographié, classé. Les catalogues de livres appartenaient au même effort de « tout cataloguer » : il y avait effectivement un *Census* de littérature indienne conçu selon les autorités impériales. Le système d'éducation, inspiré par Macaulay, d'une élite indienne, formée à l'anglais, développa une littérature moderne marquée par la tradition occidentale autant que par l'orientale (par exemple, le mouvement de la « renaissance bengalie »). Les *babus*[43], ainsi qu'on les nommait, parfois avec respect, parfois avec dérision, remplissaient les formulaires et établissaient les rapports qui donnaient forme à la compréhension que le Raj pouvait avoir de lui-même. C'était donc un processus complexe. Cette colonne 16 ne fut pas ajoutée à la *standard form* avant août 1871. La confrontation entre l'imagination victorienne et l'imagination bengalie dans la colonne 16 produisit des réactions de plus en plus compliquées, et les « remarks » enflèrent rapidement. En 1875, elle

43. En hindi, ce terme qualifie un employé de bureau indien et aussi une personne instruite, un gentilhomme. C'est également le terme d'adresse consacré pour le père, l'homme respectable, d'un certain rang. Dans le contexte de l'article, il signifie plutôt un produit du système du Raj, un peu verbeux, à la fois odieux aux Anglais et à ses propres compatriotes.

commença d'être lue comme la colonne d'un journal, et les remarques devinrent des comptes rendus. Après 1879, quand Chundra Nath Bose succéda à William Lawler, le catalogue fut compilé par des Indiens. Mais le ton des remarques resta essentiellement le même, « même si les bibliothécaires “babus” semblaient être moins obsédés par le sexe et plus concernés par l'exactitude philologique », précise Darnton (2001). Aux yeux des bibliothécaires anglais des années 1870, la littérature bengalie était un assortiment étrange d'éléments incompatibles. Dans les années 1890, quand les Indiens eurent pris le contrôle des catalogues, les expressions d'incompréhension cédèrent le pas à un second thème : le mépris pour la vaste littérature populaire, qui débordait des presses et que vendaient des colporteurs aux pauvres de Calcutta et aux paysans de l'arrière-pays. Cette littérature touchait aux horreurs urbaines — crapules, meurtriers, détectives, prostituées — et aux fantaisies rurales — contes de fées, magie, aventure, astrologie. Les « catalogueurs », qui jouaient un rôle de gardiens de la flamme de la culture, identifiaient la civilisation à la sanskritisation[44] ou à ce qu'ils considéraient comme un courant culturel retournant à un monde de pureté classique. Cette tendance appartenait aussi au Raj, conjointement construit par les Anglais et par les Indiens, et elle contenait un élément de *self-imposed orientalism*.

Enfin, la colonne 16 nous montre comment le Raj surveillait la littérature en tant que ferment de danger. Les responsables des catalogues consignaient énormément de livres qui déploraient l'assujettissement des Indiens à la loi étrangère et qui se lamentaient sur leur décadence, leur pauvreté et leur perte de pouvoir, un thème qui était fréquemment opposé à la gloire des anciens Aryens, célébrés tant pour leur fier esprit d'indépendance que pour leur culture supérieure…

À côté de ce catalogage, moyen de connaissance et, par là même, de contrôle, quelle était la nature de la censure en elle-même ? Le régime (semi-foucaldien) était « surveiller » mais pas « punir ». Les Britanniques gouvernaient et la presse demeurait libre, libre même de se lamenter sur le manque d'indépendance du pays. Cet étrange faisceau d'incongruités tint ensemble jusqu'en 1905, quand les Anglais firent la partition du Bengale. Pour eux, cette partition avait un sens bénéfique, solide et bureaucratique. Le Bengale était une vaste province dotée d'une population de 85 millions d'habitants, plus de deux fois celle de l'Angleterre, et il ne pouvait être administré de façon adéquate par un lieutenant-gouverneur et des officiers de districts éparpillés. Mais, pour les Bengalis, c'était une atteinte meurtrière qui taillait profondément dans la chair de leur corps politique. Ils l'attribuaient à une stratégie cynique du « diviser pour régner » ; la nouvelle province du Bengale oriental et l'Assam fourniraient aux Anglais une

---

44. Ce concept est proposé par l'anthropologue indien M. N. Srinivas pour désigner principalement la tendance des inférieurs à imiter les brahmanes dans l'espoir d'améliorer leur statut. Plus généralement, le terme se rapporte au(x) processus d'ascension sociale.

dépendance docile des musulmans, tandis que les intellectuels nationalistes de Calcutta, un corps grandissant de babus très instruits et sous-employés, allaient perdre leur influence par rapport aux orateurs non bengalis du Bengale occidental. Les pétitions et meetings de protestation tombèrent dans l'oreille d'un sourd. Lord Curzon, le vice-roi, était aussi rigide que le corset de fer qu'il portait pour soutenir son dos. Et lord Minto, le collègue tory qui lui succéda en août 1905, montra encore moins d'intérêt pour les vœux de la population indigène, en dépit des incitations de son supérieur, John Morley, le secrétaire d'État pour l'Inde à Londres, qui prit ses fonctions avec le gouvernement libéral élu fin 1905. Il favorisa toutes sortes de réformes, y compris l'élection d'Indiens dans les conseils de province ; mais, quand il parla de la partition du Bengale comme d'un « fait acquis », les intellectuels bengalis se sentirent trahis par les principes mêmes qu'on leur avait inculqués dans les écoles anglaises. Après l'échec de la *mendicancy* — la politique de coopération préconisée par l'aile modérée du parti du Congrès —, les nationalistes bengalis se mirent à la *swadeshi*, une stratégie de boycott des importations anglaises favorisant les marchandises *home-made*. Le boycott des manufactures mena à celui des institutions, cours, écoles, Civil Service, et, enfin, à la demande de *swaraj* (indépendance). Des groupes de militants s'inspirèrent de l'hindouisme revivaliste, précurseur du fondamentalisme actuel, pour développer des formes alternatives de vie civile, mais cette stratégie les mena au conflit avec l'importante minorité des musulmans du Bengale, 30 % de la population de Calcutta elle-même. La création, encouragée par lord Minto, de la *All-India-Muslim-League* fin 1906 renforça les Bengalis dans leur conviction que les Anglais appliquaient le « diviser pour régner ». Les émeutes hindoues-musulmanes à Comilla et Mymensingh au printemps 1907 créèrent une distance entre les deux populations. Sous le prétexte de restaurer l'ordre, les Anglais suspendirent les libertés civiles et commencèrent à arrêter les agitateurs partout, du Bengale au Pendjab. Mais les hindous eux-mêmes se divisèrent quand le parti du Congrès se scinda à son meeting annuel, en décembre 1907. Les extrémistes se retrouvèrent de plus en plus isolés, dans l'impossibilité de collaborer avec la vieille élite politiquement modérée, d'une part, et incapables de mobiliser la masse appauvrie et illettrée des paysans, d'autre part. Le 30 avril 1908, une bombe tua deux Anglaises à Muzaffarpur et des faits similaires se reproduisirent jusqu'à l'attentat manqué de lord Hardinge, successeur de Minto, en 1912. Le transfert de la capitale à Delhi et la réunification du Bengale en 1911, suivis par l'éclatement de la Première Guerre mondiale, mirent fin à la première phase de l'agitation nationaliste. La presse avait alimenté l'explosion du nationalisme depuis ses tout premiers débuts. Les meneurs étaient des hommes de lettres qui tiraient leur inspiration de la littérature, à la fois indienne et anglaise, et qui se rassemblaient autour des journaux et des bibliothèques. Chansons, pièces de théâtre, poèmes, pamphlets, etc., une littérature variée apparaissait partout, propice à l'agent anglais en quête de signes de sédition. Les serviteurs du Raj la

connaissaient très bien, l'ayant suivie pendant quarante ans dans leurs catalogues. Après 1905, la question devint : comment utiliser cette information pour réprimer la flambée du nationalisme ?

La répression, qui prit la forme de la censure, induisit les mêmes sortes d'interventions policières que celles utilisées en Europe : arrestation des auteurs, des éditeurs ; raids dans les librairies ; interception de lettres et de colis dans le courrier ; et même utilisation d'agents secrets pour rapporter ce qui se disait dans les meetings et ce qui était lu dans les écoles… Il devint clair que la littérature désormais jugée séditieuse était celle qui était parue pendant des années dans les catalogues. Partout, les Anglais sur le terrain semblaient considérer la liberté d'expression comme un luxe occidental qui rendrait impossible le gouvernement britannique en Inde. Lord Minto appuya leurs points de vue auprès de Morley, demandant des pouvoirs arbitraires pour brider la presse. Mais la liberté de la presse appartenait au plus sacré des articles de foi du credo libéral de Morley. La contradiction entre le prêche du libéralisme et la pratique de l'impérialisme apparut chaque semaine au moment des questions au Parlement, quand les députés, tel Henry Cotton, un expert bien informé des affaires indiennes, exposèrent le manque de libéralisme de la *British Rule* en Inde aux yeux du monde entier. Pendant que Minto et Morley se battaient à coups de dépêches, les humbles agents du Raj remplissaient la correspondance confidentielle de l'Indian Civil Service avec des rapports sur la répression. Lors d'un raid dans une association nationaliste, les livres confisqués par la police incluaient la *Politique* d'Aristote aussi bien que des ouvrages en anglais comme *The Awakening of Japan* et *The Life and Writings of Joseph Mazzini*… Le gouvernement mit aussi au ban une réimpression d'une *Histoire de l'East India Company,* publiée pour la première fois en 1838 et qui avait été disponible depuis dans plusieurs bibliothèques publiques. Dans le dossier de poursuite judiciaire, un conseiller légal au gouvernement ne discuta pas la justesse ou la date du livre, mais argumenta que le texte avait pris « une nouvelle signification ». Après avoir rempli les prisons du sous-continent avec des auteurs *under arrest*, il restait aux agents du Raj de les déclarer coupables au tribunal. Cette dernière étape était la plus difficile de toutes, parce qu'elle menaçait de mettre à nu les contradictions inhérentes à l'impérialisme libéral. Les Anglais s'étaient engagés à respecter les règles qu'ils avaient imposées aux Indiens. Mais la sédition avait acquis un sens particulier sous le Raj. Selon le Code pénal indien de 1860, rédigé dans la confusion de l'après-Grande Rébellion de 1857, la sédition s'appliquait à « quiconque excite ou tente d'exciter des sentiments de désaffection à l'égard du gouvernement ». La « désaffection », elle, demeura indéfinie jusqu'en 1898, quand le gouvernement ajouta une note explicative aux dispositions de la loi principale, section 124A : « L'expression “désaffection” inclut la déloyauté et tous les sentiments d'hostilité. » Cela clarifié, tout serait résolu durant les dix années suivantes, quand le Raj poursuivrait en justice des douzaines d'auteurs incitant à la sédition dans leurs œuvres. La plupart étaient condamnés à un « emprisonnement ferme », habituellement pour six

ans, parfois assorti d'une lourde amende et d'une « déportation » dans une prison étouffante de chaleur à Mandalay.

Dans ces procès, le langage légaliste et la politesse formaliste — « Votre Honneur », etc. — démontraient la légitimité de la justice anglaise dans le cadre de l'Inde. Or les Indiens avaient aussi appris à jouer le jeu. Leurs avocats avaient étudié dans les écoles anglaises et pouvaient défendre leurs clients en citant des précédents britanniques, ou, si nécessaire, Shakespeare et Milton. Par ailleurs, les agents du Raj, qui se référaient aux décennies de commentaires rassemblés dans les catalogues, faisaient preuve de leur vaste connaissance de la littérature indienne. Dans les cas clés, les "catalogueurs" eux-mêmes témoignaient au tribunal. « Ainsi, la salle d'audience se transformait en champ de bataille herméneutique, où chaque partie jouait son interprétation de l'autre, et l'impérialisme apparaissait, du moins pour quelques moments, tandis que les mousquets étaient remisés dans leurs étuis, comme une compétition pour une domination symbolique à travers l'exégèse textuelle[45]. »

Considérons le passage ci-dessous tiré d'un poème publié dans une revue littéraire, *Pallichitra,* en 1910, et qui caractérise le matériau condamné comme séditieux dans les tribunaux. Parce que son auteur ne pouvait être identifié (il le fut plus tard et envoyé en prison pour deux ans), l'éditeur du volume fut jugé, déclaré coupable de sédition sous la section 124A et condamné à deux ans de prison ferme. En fait, le juge annonça qu'il aurait mérité d'être déporté à vie, tant son crime était odieux. Où donc était la perversité dans les mots qui suivent, traduits du bengali par le traducteur officiel du tribunal ?

> *Under the stamp of Asur's feet there are no Parijat flowers in the Nanda Gardens ; and in the garb of a beggar, Indrani is sorely suffering in the most recess* [sic] *of her heart.*
>
> (« Sous les piétinements des Asura (démons), il n'y a point de fleurs Parijat dans les jardins de Nanda, et sous l'habit d'une mendiante, Indrani souffre cruellement dans le repli le plus profond de son cœur. »)

À la plupart des Occidentaux, ces vers sont absolument opaques. Pour le magistrat de district, il s'agissait d'une sédition totale. Le poème ne contenait rien d'ésotérique qu'un « lecteur ordinaire » ne puisse saisir, clama-t-il, car son sens était transparent pour quiconque doté d'une connaissance élémentaire de la mythologie hindoue : Indrani était la « Mère Inde » ; le jardin fleuri était le paradis que les Britanniques avaient détruit ; les Asura étaient des démons, c'est-à-dire les Anglais ; et leurs ennemis, les Indiens désormais réduits à la mendicité, étaient bientôt prêts à se soulever et à renverser leurs oppresseurs. Le contexte des événements en cours rendait le message du poème horriblement clair au juge qui présidait l'affaire.

---

45. R. Darnton, *op. cit.*, p. 87.

> Le poème a été publié […] au milieu de juillet dernier ; il y avait eu avant sa publication une série d'attaques meurtrières sur des hommes anglais et des femmes anglaises, sur des officiels britanniques en particulier. L'objet de l'écrivain était à l'évidence d'inciter ses compatriotes hindous à se rassembler pour tuer les Anglais en Inde. À la vue de l'effet terriblement pernicieux qu'une telle littérature est susceptible de produire sur la jeune génération du Bengale […] je ne pense pas qu'il y ait aucune raison pour traiter à la légère ce délit. En conséquence, je le condamne à deux ans de prison ferme[46].

Cette interprétation, cependant, n'était pas restée incontestée. Le juge n'obtint sa sentence qu'après une bagarre entre l'avocat de la défense et le ministère public.

Pourquoi ces procès ? Les autorités auraient pu fourrer en prison les auteurs et les éditeurs sans les faire passer à travers le rituel élaboré du tribunal. Au lieu de cela, ils avaient besoin de faire la démonstration de la justice de leur gouvernement aux natives et, plus important encore, à eux-mêmes. Si le Raj ne pouvait être identifié avec la règle de la loi, il risquait d'être perçu comme gouvernant par la force. Si ses juges ne soutenaient pas la liberté de la presse, ils s'exposaient d'être pris pour des agents de la tyrannie. Et, malgré tout, il leur était impossible de permettre aux Indiens d'utiliser les mots aussi librement que les Anglais le faisaient chez eux. Ainsi ont-ils interprété des « sentiments d'inimitié » comme de la « désaffection » et la « désaffection » comme de la « sédition », traduisant librement d'un langage à l'autre selon leurs besoins. Que les Indiens les aient parfois surpassés à leur propre jeu ne faisait pas de différence, parce que les Britanniques détenaient la réponse ultime : la force. Non pas qu'ils saisissaient et emprisonnaient à une large échelle. Pour la plupart, ils restaient fidèles à eux-mêmes, s'embourbant dans un marais de contradictions — et l'impérialisme libéral était la plus grande de toutes. Aussi les agents du Raj faisaient-ils appel au maximum de « cérémonial », dans le but de s'aveugler eux-mêmes sur ce qu'il en était vraiment.

Conclusion

S'agissant d'évaluer, sous divers registres, la noirceur du colonialisme en Inde, ces coups de sonde portés pendant l'apogée et jusqu'aux heures crépusculaires du Raj nous ont montré, au cours de quatre exemples illustrant le « cyniquement correct » britannique, que dans chaque cas les Indiens ont été « criminalisés » par le pouvoir colonial.

On ne doit pas pour autant valoriser systématiquement le précolonial et l'indigène de façon simpliste, mais s'efforcer sans répit de relativiser les points de vue. Beaucoup d'Indiens ne souhaitaient pas le départ des Britanniques,

46. Cité *in* Darnton, *op. cit.*, p. 88.

parmi des élites éclairées de même que parmi le peuple. Si la situation était catastrophique sur le plan agricole en 1947, elle était bonne dans l'industrie légère où 50 % et plus des capitaux investis l'étaient par des Indiens. Nombre d'Anglais très attachés à l'Inde y sont restés après la partition, jusqu'à leur mort, attachés par des liens affectifs, philosophiques et esthétiques. Enfin, la délicate question que fut celle des « Anglo-Indiens » illustre également la complexité manifeste des relations colons/colonisés au-delà de la caricature.

Edward Said, dans son avant-dernier recueil, *Culture et impérialisme*, nous démontre comment le roman « a joué » un rôle immense dans la constitution des attitudes, des références et des expériences impériales, « tant les nations elles-mêmes *sont* des narrations[47] », mais aussi de quelle façon la domination occidentale a provoqué en retour dans les pays dominés de « considérables efforts de résistance culturelle », dont témoignent des œuvres littéraires majeures. Sa thèse prolonge une recherche amorcée il y a vingt ans dans *L'Orientalisme* où l'auteur expliquait alors comment l'Orient est une invention des orientalistes, c'est-à-dire des Occidentaux, et surtout comment cette invention a servi à justifier la « supériorité » de l'homme blanc sur le reste du monde. « C'est principalement par son entremise que la nébuleuse de la pensée critique, qu'on qualifie globalement de postmoderniste, a commencé à infiltrer l'historiographie indienne, avec les *Subaltern Studies*[48] comme point de fixation principal. Son effet le plus évident a été le déplacement de la critique du colonialisme du champ économique et politique au champ culturel[49]. »

La critique que fait Said en dénonçant les « représentations » coloniales de la société indienne, comme « créations » de l'imagination occidentale motivée par sa soif de domination, a servi à mettre en garde contre les utilisations sans discernement des sources coloniales. Mais, nous dit Marc Gaborieau, elle risque de « fausser et de stériliser la recherche en rompant la continuité historique entre la dure réalité coloniale et postcoloniale, d'un côté, et, de l'autre, la période précoloniale reconstruite sur le mode mythique comme un âge d'or vierge de conflits où les identités étaient fluctuantes[50] ». En utilisant de façon historique la documentation de base rassemblée par les auteurs coloniaux, on évite l'écueil du primordialisme et l'on peut ainsi restaurer la continuité de l'histoire indienne au cours de laquelle les identités se sont constituées et modifiées dans la durée.

47. E. Said, *Culture et impérialisme*, trad. fr., Paris, Fayard, 2000 (éd. originale 1993), p. 13.

48. Les *Subaltern Studies* désignent le regroupement d'historiens indiens qui, depuis vingt ans, étudient les subalternes, c'est-à-dire les groupes de « rang inférieur » qui subissent l'hégémonie des classes dirigeantes, et dont la revue, *Subaltern Studies*, a connu une dizaine de livraisons. L'expression de subalterne (ou subordonné) est empruntée à Antonio Gramsci et renvoie aussi bien aux rapports de pouvoir sur les plans idéologique et culturel qu'à la paysannerie.

49. J. Pouchepadass, « Les Subaltern Studies ou la critique postcoloniale de la modernité », *L'Homme*, 156 : *Intellectuels en diaspora et théories nomades*, Paris, éd. de l'EHESS, 2001, p. 172.

50. M. Gaborieau, « Identités musulmanes, orientalisme, ethnographie. Faut-il réhabiliter les auteurs coloniaux ? », Purushartha, 22 : *La Question identitaire en Asie du Sud*, Paris, éd. de l'EHESS, 2001, p. 88.

Dans *Culture et impérialisme*, Said centre son étude sur les « cultures impériales » anglaise, française et américaine en s'appuyant, entre autres, sur Dickens, Kipling, Forster, Conrad et Camus. Surtout, il montre comment cette domination occidentale a été contrebattue dès la première moitié du XXe siècle par des écrivains et des artistes de pays colonisés, tels Aimé Césaire et Salman Rushdie en passant par Rabindranath Tagore et Frantz Fanon. Or l'on peut constater aujourd'hui, nous dit-il, que l'effet paradoxal de l'impérialisme a été de rapprocher les mondes : « Ignorer ou négliger l'expérience superposée des Orientaux et des Occidentaux, l'interdépendance des terrains culturels où colonisateurs et colonisés ont coexisté et se sont affrontés avec des projections autant qu'avec des géographies, histoires et narrations rivales, c'est manquer l'essentiel de ce qui se passe dans le monde depuis un siècle[51]. » À l'historien de ne pas tomber dans l'impasse de l'industrie de la (bonne) conscience, à la mode dans l'Occident culpabilisé, où, pour reprendre l'ingénieuse expression de Jacques Berque, « l'Œdipe colonial » a bien du mal à se résorber. À l'historien aussi d'éviter le piège de la posture nationaliste ou « identitaire » puissamment présente dans les ex-pays colonisés.

Salman Rushdie nous fait nous souvenir qu'en 1982 Margaret Thatcher, dans l'euphorie de la victoire des Malouines, a hissé ses couleurs au vieux mât du colonialisme, en affirmant que le succès dans l'Atlantique Sud prouvait que les Britanniques étaient toujours le peuple qui « avait dirigé un quart du monde » ; et si « une telle responsable politique à un tel moment s'est crue autorisée à invoquer l'esprit de l'impérialisme, écrit-il, c'était parce qu'elle savait à quel point cet esprit est au centre de l'image que les Britanniques blancs de toutes les classes ont d'eux-mêmes. Je dis les Britanniques blancs, précise l'Enfant de minuit, parce qu'il est évident que Mrs. Thatcher ne s'adressait pas aux deux millions de non-Blancs qui ne pensent pas exactement la même chose sur l'empire[52] ». Certes, le discours victorieux et victorien de Mrs. Thatcher est décalé, car elle est elle-même un produit de l'éducation impérialiste et s'adresse à un peuple lui aussi émané du « Grand Âge rose ». Un même discours cent ans plus tôt eût emporté une adhésion univoque. Rares sont ceux qui sont les contemporains de leur époque ! En histoire, le passé varie en fonction du présent. Il y a interaction permanente entre les événements passés et notre connaissance présente de ces événements. Comme le rappelle Faulkner, « le passé n'est jamais mort, il n'est même pas passé[53] ». Et la compréhension du fait colonial ne peut se concevoir que sur le temps long, le seul apte à prendre en compte les mérites et démérites des protagonistes de l'Histoire, au-delà du postcolonialisme, au-delà du postmodernisme, et au-delà de tous les si contemporains *post-everything*.

51. E. Said, *op. cit.*, p. 23.

52. S. Rushdie, *Patries imaginaires*, trad. fr. Paris, Christian Bourgois, 1993 (éd. originale 1991), p. 146.

53. Cité *in* H. Arendt, *La Crise de la culture. Huit exercices de pensée politique*, Paris, Gallimard, 1972, p. 20.

ANNEXE

Points de vue anticolonialistes de divers bords

Successivement, nous laisserons la parole à deux points de vue anticolonialistes émanant de courants politiques très contrastés.

Le premier nous est livré par Andrée Viollis, écrivain et journaliste communisante[1], dans *L'Inde contre les Anglais,* livre écrit en 1930, après cinq mois passés en Inde, et en réponse au livre de l'Américaine Katherine Mayo : *L'Inde avec les Anglais*, traduit chez Gallimard en 1929.

Le second est tiré de *L'Inde martyre* d'André Chaumet, antibritannique et collaborateur notoire[2]. Cet ouvrage a été publié aux éditions Jean-Renard[3] en 1942 dans la collection « Problèmes actuels ».

Un premier point de vue : Andrée Viollis

L'indianiste Sylvain Lévi, qui préface élogieusement *L'Inde contre les Anglais*, écrit : « Oui, Mme Andrée Viollis a raison : l'Inde est contre les Anglais. Ceux qui ont, comme moi, le fâcheux privilège de connaître l'Inde depuis longtemps ont vu avec douleur, dans ce pays si doux, si docile, si respectueux de l'autorité, la haine naître, grandir, et enfin faire explosion.

---

1. Andrée Viollis (1879-1950), écrivain et journaliste, a été codirectrice de *Vendredi* (1935-1938). Cet hebdomadaire représentait la tendance du Front populaire proche du Parti communiste. Après la disparition de *Vendredi* en 1938, elle rejoignit *La Lumière,* hebdomadaire de gauche, en même temps que L. Martin-Chauffier et A.Wurmser. À la Libération, elle se retrouva aux côtés des communistes.

2. André Chaumet est un correspondant du *Weltdienst* dès 1935, salarié du DNB (agence de presse officielle allemande), créature avérée de la *Propaganda Abteilung,* suspect des plus douteuses accointances. Pour plus de détails sur le personnage, on lira avec profit le livre de Pascal Ory, *Les Collaborateurs 1940-1945,* Paris, Le Seuil, 1976, d'où sont tirées ces informations.

3. L'éditeur Jean Renard a fondé les éditions Jean Renard en octobre 1937. Mobilisé en 1939, il est fait prisonnier en juin 1940 et libéré seulement en février 1942. Le 17 novembre 1945, en cour de justice, il est accusé d'intelligences avec l'ennemi. On lui reproche, dans les 138 titres publiés par sa maison entre 1940 et 1944, 19 livres antisémites, antimaçonniques, antibritanniques et proallemands entre 1941 et 1943. Au procès, les conclusions de l'exposé sont les suivantes : « À son retour, il a publié des ouvrages proallemands mais a ensuite abandonné cette voie au bout de quelques mois. Il a procédé personnellement à la destruction matérielle de nombreux exemplaires des ouvrages proallemands, réduisant ainsi leur diffusion. Ce geste onéreux pour la société a donc corrigé, dans une certaine mesure, la faute initiale. » Ainsi a-t-on estimé qu'il n'y avait pas lieu à poursuite judiciaire, mais à un simple blâme professionnel, et la cour ordonne le classement (*cf.* Fouché Pascal, *L'Édition française sous l'Occupation, 1940-1944*, Paris, Bibliothèque française contemporaine de l'université Paris-VII, 1987, p. 115).

Pourquoi ? Mme Viollis vous dira les explications qu'elle a entendues de la bouche même des Indiens qu'elle a consultés. Elle les reproduit avec une justesse de ton remarquable [...]. Elle sait [...] honnêtement rappeler la grandeur de l'œuvre accomplie par les Anglais dans l'Inde. Mais la question n'est pas là [...]. L'Angleterre n'est pas seulement une alliée, parfois capricieuse, il est vrai ; elle est la mère des libertés politiques qui ont créé la société moderne. Une ironie dramatique du sort l'a condamnée à se dresser contre une multitude qui réclame ces libertés mêmes. C'est l'équivoque poignante qui empoisonne le régime colonial. »

Extraits de courriers adressés à Andrée Viollis à la fin des années 1920

Lettre d'un grand homme d'affaires parsi : « Les choses vont ici [à Bombay] de mal en pis, on arrête l'un après l'autre nos présidents du Congrès [...] et quinze à vingt mille des meilleurs d'entre nous sont enfermés dans toutes les prisons du pays. Pure perte de temps que cette fameuse Conférence de la Table ronde. Il n'y a qu'une seule issue à la situation : les Anglais veulent-ils, oui ou non, nous laisser le contrôle de notre Bourse, la direction de nos finances ? Tout est là. »

Lettre d'un volontaire gandhiste : « Nous ne tenons pas à chasser les Britanniques de chez nous, nous serons même heureux de coopérer avec eux ; mais nous voulons les accueillir en égaux, en frères, et non subir leur joug. Qu'ils nous rendent notre âme dégradée, notre fierté meurtrie par tant de siècles de servage, et nous leur ouvrirons les bras. »

Lettre d'un membre d'une ligue de jeunesse : « Je viens de faire une tournée dans les villages de la province de Madras. La misère, causée par une série de mesures iniques, y est atroce. Aussi la propagande contre l'Empire britannique, incarnation du capitalisme, y prend-elle comme de l'amadou et se propage-t-elle avec une rapidité qui m'étonne moi-même. »

Missive d'un Anglais, constructeur de ponts et de voies ferrées (Andrée Viollis précise qu'il s'agit d'un homme à l'esprit droit et clair qui montrait alors, vis-à-vis de ceux qu'il appelait dédaigneusement *the natives*, la plus intransigeante arrogance) : « J'incline maintenant à croire que nous méritons une grosse part de ce que nous souffrons aujourd'hui, car nous n'avons pas su reconnaître le fait que nos sujets indiens avaient, autant que nous, droit à l'existence sur ce globe terrestre dont ils ont peuplé une si grande partie. Le monde change avec une déconcertante rapidité et nous devons évoluer avec lui... »

Propos d'un professeur d'économie politique hindou : « Ils [les Anglais] se sont glissés furtivement chez nous comme des larrons, et c'est en larrons qu'ils ont agi. L'Inde est la vache à lait de l'Angleterre. »

« La *milk-cow* ! écrit Andrée Viollis Que de fois en Inde j'ai lu et entendu ce vocable, dans les journaux, sur les murs, les affiches, les drapeaux, dans les discours et les manifestations nationalistes ! »

L'Inde sans les Anglais : témoignages

Confidences d'un professeur d'économie politique hindou : « Vers le milieu du XIXe siècle, à la suite d'une guerre de tarifs sans merci, tout était consommé. Les industries indiennes locales étaient ruinées, l'exode naturel vers les villes arrêté, les ports paralysés, les artisans villageois sans travail. Quant aux agriculteurs, ils ne peinaient plus que pour produire les matières premières payées à vil prix, destinées à alimenter les usines britanniques et à assurer leur prospérité. [...] Ce n'est pas tout, l'Angleterre, en entravant notre développement, empêcha les réformes sociales et religieuses que nous aurions faites si nous avions gardé notre liberté ; en déclarant en 1830 que l'anglais serait la seule langue utilisée dans les établissements scolaires, elle a ruiné nos écoles [...]. Les enfants de notre race ont l'intelligence vive et un désir passionné de s'instruire. Quel est pourtant notre bilan intellectuel après un siècle d'occupation anglaise ? 90 % d'illettrés, près de trois cents millions d'êtres plongés dans les ténèbres de l'ignorance. En nous empêchant de nous "réaliser", nos maîtres nous ont en outre dotés d'une mentalité d'esclave qu'ils ont beau jeu de nous reprocher aujourd'hui. Ils ont, pendant plus d'un siècle, asservi nos âmes, émasculé nos volontés, paralysé l'essor de notre esprit national...

A.V. : Et la rébellion de 1857, qui fit tant de victimes anglaises ?

— Simple mutinerie militaire, fomentée par des soldats mécontents et par des radjahs inquiets de sentir leur pouvoir et leurs privilèges leur échapper...

A.V. : Mais maintenant ?

— Oh ! maintenant, c'est autre chose. Étudiez attentivement les événements des quarante dernières années, vous vous apercevrez que l'égoïsme politique des Anglais s'est retourné contre eux. C'est à eux que nous devons notre sentiment patriotique, la solidarité toute neuve qui cimente chez nous races et castes, et les soulève pour la libération du pays. Mais ils ne l'ont pas fait exprès. »

Dialogue avec un économiste de Bombay : « Quand 90 % des habitants d'un pays fertile ne mangent pas à leur faim, n'est-ce pas la condamnation d'un régime ?

A.V. : Peut-être, mais les Anglais sont-ils uniquement responsables de cette situation ?

— Pour se borner à un exemple frappant, l'Inde fournit 64 % de la production mondiale en riz. Et le paysan y meurt de faim. N'est-ce pas une situation paradoxale et révoltante ? »

La misère des paysans en Inde

« Nous [la] déplorons, répondent [les Anglais], mais à qui la faute ? N'avons-nous pas fait notre possible et même davantage ? Les kilomètres de routes et de chemins de fer se comptent par centaines de mille ; nous avons construit des ponts, ouvert des marchés, foré des puits, mis en culture

régulière lin, riz, froment, millet, coton, des milliers d'hectares de terres en friche, sans compter les innombrables canaux d'irrigation creusés par nos soins. Nous avons fertilisé le Pendjab, où la région irriguée atteint dix millions d'acres, et celle de Madras sept millions. Ne parlons pas du mouvement coopératif, que nous avons entièrement créé, des banques agricoles que nous avons fondées, que nous entretenons avec nos deniers, que nous défendons avec une tenace énergie contre la veule indifférence des intéressés. Alors que nous reproche-t-on ? Les impôts ? Mais ils existaient avant nous, plus lourds peut-être et perçus avec moins d'équité. Est-ce l'incurie et la paresse des Indiens, qui proviennent de leurs préjugés religieux et de leurs coutumes séculaires : mariages trop précoces qui épuisent la race, régime végétarien qui l'anémie, fatalisme qui détruit l'initiative et condamne le progrès, régime des castes qui met hors la vie et l'action soixante millions d'êtres ? […]

« Les *zamindar*[4] sont indiens ; indiens aussi ces usuriers, les *baniya*[5], fléaux des villages. Il y a d'immenses fortunes indiennes. Aucune pourtant ne se consacre au relèvement du peuple. Interrogez les paysans : ils vous diront que comme administrateurs, collecteurs d'impôts, propriétaires même, ils préfèrent infiniment les Britanniques, plus justes, plus humains et surtout inaccessibles à la corruption, cette plaie de l'Inde. Nous avons par principe respecté la religion et les mœurs du pays. Sommes-nous responsables des vices et des tares qui en découlent ? […]

— Qui donc alors en est responsable ? rétorquent les Indiens. Si encore les Britanniques s'étaient bornés à nous dépouiller ! Mais, au XVIII[e] siècle, nous commencions à avoir des villes importantes, des ports fréquentés ; nos fabricants et nos négociants formaient une classe grandissante, où l'initiative et l'activité croissaient aussi, et qui commençait à prendre dans les affaires publiques la place des radjahs et des chefs féodaux affaiblis et divisés. L'Angleterre a peu à peu arrêté cette évolution naturelle. Puis son effort méthodique et tenace s'est manifesté à notre égard, au XIX[e], par une série de mesures douanières et financières qui, au premier abord, paraissaient innocentes. Toutes, pourtant, visaient à détruire notre commerce et notre industrie. Par ailleurs, l'Inde avait ses universités, ses écoles techniques et, dans chaque village, un rudiment d'école. Aujourd'hui, c'est à peine si 4 % des enfants fréquentent l'école primaire ; le nombre des illettrés est encore de 98 %. Comment les paysans ignorants pourraient-ils progresser, améliorer leur sort ? […]

« Les zamindar, les baniya ? Mais ils sont protégés ou du moins tolérés par l'Angleterre. L'hygiène ? Qu'a-t-on fait pour l'enseigner dans les villages et les assainir ? Et si nous avions tenu le gouvernail, n'aurions-nous pas lutté contre les préjugés et les coutumes que l'on nous reproche, proposé

4. Littéralement : détenteurs du sol ; propriétaires terriens.
5. Marchands et prêteurs villageois.

et imposé des réformes ? Est-ce notre faute si on a arrêté notre développement normal, paralysé notre vie nationale ? »

Témoignage d'un ancien condisciple indien d'Andrée Viollis : « J'avais connu Srinivasa jadis à Oxford. Il suivait comme moi les cours du collège de *Corpus Christi* [...]. J'étais seule à m'en préoccuper. Jamais les jeunes filles anglaises n'égaraient vers lui leurs claires prunelles et leur gentil sourire. "Comment pouvez-vous vous intéresser à ce Noir ?" me disaient-elles avec dédain [...]. Il avait l'air d'un prince de miniature persane [...]. Je fis sa connaissance. Il appartenait à une riche famille brahmane du nord du Bengale, mais il n'était pas bavard comme les Bengalis. Il parlait peu, et ne parlait guère que de la Grande-Bretagne, dont il paraissait ardemment admirer les institutions politiques. Son unique ambition semblait être de s'habiller comme les Anglais, de pratiquer leurs sports, de prendre leurs habitudes et leurs idées. Il préparait le concours du Civil Service de l'Inde, l'un des plus difficiles de l'Angleterre, et ne songeait apparemment qu'à devenir un fonctionnaire modèle de ce corps d'élite. Un jour, je lui posai la question :

« Alors, bien que les Anglais soient maîtres et conquérants dans votre pays, vous êtes prêt à leur consacrer votre vie ? Vous les aimez ? [...]

« Il hésita, puis d'une voix basse et frémissante :

« Je les hais ! me jeta-t-il passionnément, et il se tut. Mais pour les combattre, reprit-il, il nous faut leurs armes. Il nous faut connaître les rouages de leur administration, les secrets de leur gouvernement, les raisons de leur puissance. Il nous faut pénétrer dans tous leurs services. Le jour où nous y serons en nombre et en force… ah ! ce jour-là… »

À une autre occasion, se remémorant Oxford, il confie à Andrée Viollis : « J'étais très malheureux là-bas. Ce n'était pas seulement le climat, les coutumes ; mais peut-être nous autres hindous, avons-nous l'épiderme très sensible — ce sombre épiderme que l'on nous reproche si cruellement ! Pas un de mes jours ne se passait sans égratignure. Certes, nos camarades ne nous évitaient pas. Ils avaient reçu l'ordre de nous fréquenter. Mais, malgré eux, leur ton se faisait différent pour nous parler ; il y passait toujours quelque nuance de protection ou de dédain. Nos professeurs nous invitaient bien chez eux ; mais avec quel effort de politesse étudiée nous parlaient leurs femmes et leurs filles ! Une politesse qui était presque une insulte !

« Et au retour, sur notre sol même, malgré nos diplômes, c'est le même dédain qui nous poursuit. Toujours la question de la peau. Pour le plus vulgaire de ces Britanniques, nos savants, nos penseurs, nos grands poètes restent des "hommes de couleur". C'est, par exemple, le parsi Tata, grand capitaine d'industrie et milliardaire, qu'à Colombo on refuse de recevoir dans un hôtel. De retour à Bombay, il fait construire cet hôtel Taj Mahal où vous avez habité, le plus grand palace de l'Inde, et où les Indiens sont traités avec plus d'égard que les Blancs. C'est un de nos brahmanes, de la

plus noble famille, qu'un sous-chef de gare expulse de la salle d'attente réservée aux Européens. Un autre encore, qui, prié par un officier anglais de quitter son compartiment de première, y installe par vengeance son secrétaire anglais, sa gouvernante allemande, son cuisinier français, des Blancs ceux-là !... Tant d'anecdotes. [...]

« Dans les emplois plus élevés, le Civil Service par exemple, ce sont les postes inférieurs qui sont occupés par les nôtres. À talent égal, quelle peine pour arriver au sommet ! Un Indien se distingue-t-il par des qualités supérieures, initiative, esprit d'organisation et d'autorité, on l'aiguille doucement vers des voies latérales où il croupit et s'enlise. Montre-t-il de l'indépendance ? On lui brise les reins...

— ... Et vous, voyons, vous ? Êtes-vous une telle exception ?

— Ah ! moi ? fait-il d'une voix ardente, que de patience, pendant des années, quels prodiges de souplesse et de diplomatie, pour capter la confiance des Britanniques ! Et je ne suis pas unique à penser, à agir ainsi. Des milliers d'entre nous se trouvent maintenant à tous les degrés, dans les services administratifs de la Grande-Bretagne. À l'exception de quelques vendus des anciennes générations, qui ont reçu honneurs et fortune, et dont le nombre d'ailleurs diminue tous les jours, vous n'en trouverez pas un seul qui, au fond du cœur, ne souhaite le départ des Anglais, et ne travaille contre eux, plus ou moins ouvertement, plus ou moins activement. Pourquoi resteraient-ils ? Ils se sont toujours conduits en étrangers ici. Les musulmans, avec les Grands Moghols, nous ont conquis, c'est vrai ; mais ils s'installaient chez nous, ils s'y mariaient, y faisaient souche, ils y naissaient, ils y mouraient. Ils s'entouraient de conseillers, de ministres hindous qui dirigeaient les affaires du pays. [...] »

Je glisse :

« Ne dit-on pas que ce sont ces brahmanes, confidents et instruments des empereurs moghols, qui ont préparé et consommé leur ruine ? »

Seul un imperceptible sourire me répond.

« Mais eux, les Anglais, continue mon ami, ils arrivent en Inde uniquement pour nous exploiter et s'enrichir. Ils y viennent à l'âge d'homme, ils laissent en Angleterre leurs femmes, leurs enfants. Leur seule pensée est d'y retourner, et c'est avec notre argent, les pensions fastueuses que nous leur payons sur notre misère, qu'ils s'en vont là-bas terminer leur existence [...]. Qu'ils restent donc pour toujours dans leur pays ! Nous leur avons emprunté tout le bagage nécessaire pour marcher seuls. Nous n'avons plus besoin d'eux [...].

— Mais vous ne leur gardez aucune gratitude ? Leurs grands administrateurs ont pourtant transformé l'Inde. Vous ne pouvez le nier, voyons !

— Est-ce bien sûr ? Au moment où ils ont débarqué, nous sortions de la période d'anarchie, nous allions nous développer, suivant nos traditions et nos idées. Ils ont arrêté notre évolution pour nous imposer par la force *leur* civilisation. Tout ce qu'ils ont fait ici, ils l'ont fait pour eux et contre nous. Nous en avons assez ! »

Un second point de vue : André Chaumet

André Chaumet précise dans son ouvrage *L'Inde martyre* : « Tous les détails cités dans le livre sont empruntés aux enquêtes faites par des commissions neutres ou anglaises, dont on est en droit de penser qu'elles ont plutôt tendance à faire le silence sur certains faits qu'à les exagérer. »

Scénario de l'Inde sans les Anglais

« On peut très bien s'imaginer quel aurait été le développement de l'économie nationale de l'Inde si les Anglais ne l'avaient pas enchaînée. De nombreuses années encore, l'agriculture et l'industrie à domicile réunies auraient pu continuer à former la base saine de la vie économique, d'autant plus que la qualité des produits n'aurait pu être si facilement reproduite par les articles fabriqués avec les machines de l'Occident. Une politique douanière judicieuse aurait facilité la transition vers une industrialisation du pays qui, finalement, aurait soutenu la concurrence d'autres pays. L'agriculture, en revanche, se serait servie des moyens de la technique moderne et aurait non seulement pu ravitailler l'Inde en denrées alimentaires mais encore compléter l'alimentation du monde entier en lui apportant son appoint.

« Vers 1850 environ, toutes les conditions d'une exploitation systématique étaient réalisées à la suite de la complète suppression des bases naturelles de la vie économique. L'équilibre formé par l'agriculture et l'artisanat était détruit. La foule des paysans grevés d'impôts trop élevés ne pouvait plus avoir recours aux gains procurés par l'industrie à domicile. Si les recettes provenant de la production des matières textiles suffisaient à peine à payer les impôts, la production agricole devenue moindre ne satisfaisait plus les besoins en vivres. Pénurie aggravée encore par le fait que, quel que fût le résultat des récoltes, d'importantes quantités de blé et de riz étaient exportées. Les conséquences en étaient, d'une part, que la foule des paysans se trouvait de plus en plus endettée et perdait ses terres et sa maison ; d'autre part, que des crises de famine ravageaient le pays si gravement éprouvé.

« Vers le milieu du XIXe siècle, on assiste à une lutte permanente entre l'Angleterre, acharnée à maintenir sa politique économique consistant à maintenir l'Inde dans son rôle de fournisseur de matières premières et de débouchés pour l'Angleterre, et les forces antagonistes de l'Inde. Ces forces augmentèrent peu à peu en influence. Elles s'incarnèrent de plus en plus dans les milieux d'intellectuels indiens, élevés d'abord en Angleterre, et qui, s'émancipant, commencèrent à lui faire front. Lorsque enfin les foules trouvèrent en Gandhi le chef qui sut réunir toutes les énergies populaires dans un seul grand mouvement national, alors ces énergies hostiles finirent par devenir un danger dont prit conscience l'Angleterre et contre lequel elle lutta (diplomatie sournoise, répression violente). Au début, on empêcha la création d'industries nationales en maintenant aussi bas que possible les droits d'importation. C'est seulement dans les branches où l'Inde exerçait

une sorte de monopole, par sa richesse en matières premières, que certaines entreprises purent se former et se développer. Ce fut le cas pour l'industrie du jute. Mais la situation changea lorsque, pendant la guerre de 1914, cessèrent les livraisons pour l'Angleterre ; les quelques années qui s'écoulèrent de 1914 à 1919 suffirent pour donner naissance à de puissantes industries de coton. Le nombre des métiers à tisser pour l'industrie du coton s'éleva de 94 136 à 186 407 entre 1913 et 1930, et, dans l'industrie du jute, de 36 050 à 61 834. L'industrie métallurgique et minière se mit à fleurir, de nombreuses plantations de thé furent créées. On vit alors quel essor l'Inde pouvait prendre si on la laissait libre d'agir. »

L'armée anglo-indienne, instrument du British Empire

« L'Inde a été le point de départ de la “carrière impériale” de l'Angleterre. Pour défendre l'Inde, il a fallu successivement s'assurer d'Aden, de l'Afrique du Sud, du canal de Suez, de l'Égypte, de l'Afrique orientale, de la Palestine, de l'Arabie, de Chypre, de l'Irak, du Béloutchistan, de l'Indochine, de points d'appui en Extrême-Orient, dans le Pacifique et dans l'océan Indien.

« Peu de temps après le déclenchement de la guerre de 1914, lord Linlithgow, gouverneur général et vice-roi du pays, décréta que les Indiens devaient participer aux côtés de l'Angleterre à la “lutte pour la liberté et la démocratie”. Des soldats indiens furent engagés sur le front de l'Ouest ainsi que sur divers fronts d'Orient et en Afrique : plus de 621 000 soldats et 475 000 civils de l'Inde furent embrigadés pour la guerre.

« Le 12 décembre 1934 (en séance de Parlement), Lansbury dépeignait, d'après les *Mémoires* de lord Birkenhead, l'impression produite sur quelques soldats anglais du front de l'Ouest par la “poignante tragédie du corps d'armée indien”. Au prix de lourdes pertes, ce corps avait, avec le corps expéditionnaire britannique, arrêté le premier grand assaut allemand de l'automne 1914 et ainsi sauvé l'Empire britannique. [...] Ces troupes avaient été envoyées de leur patrie ensoleillée en France, la France qu'elles n'avaient atteinte qu'après une longue traversée. Nombre d'entre eux ne savaient pas quel était l'ennemi qu'ils venaient combattre : certains croyaient que c'étaient les Russes ! Absolument novices dans la tactique moderne, ces troupes avaient été subitement jetées dans l'affreux carnage d'Ypres. Et le député de poursuivre dans ces termes : “Je voudrais souligner qu'on était allé chercher ces hommes afin de lutter pour la liberté et le droit des petits peuples à se gouverner eux-mêmes. Et aujourd'hui, on leur dit qu'ils sont incapables de diriger leurs propres affaires !” »

La situation des ouvriers de l'industrie

« L'interdiction portée contre l'industrie à domicile avait enlevé leur travail et leur pain à des millions de gens qui furent rejetés vers l'agriculture où ils ne trouvaient pas des conditions d'existence suffisantes. Aussi les Indiens se pressaient-ils en foule aux portes des fabriques pour y obtenir,

du moins passagèrement, du pain et du travail. Sans logement fixe, mangeant insuffisamment, on imagine comme les ouvriers indigènes étaient absolument à la merci des fabricants. Pendant et après la Grande Guerre, le développement industriel a cependant fait de rapides progrès et, suivant le recensement de 1931, environ 18 millions de personnes étaient occupées dans les entreprises industrielles, dans les mines, etc., cependant, cette foule ne représentait que 11 % environ de toute la population ouvrière.

« Sur les 319 millions d'habitants que comptait l'Inde en 1921, il n'y en avait que 22,6 millions, soit environ 7 %, qui sussent lire et écrire l'anglais, et bien peu d'entre eux étaient des ouvriers de fabrique [...]. C'est seulement quand l'industrie textile de l'Inde, dont les frais de production étaient beaucoup moindres que ceux de l'industrie anglaise, commença à faire une concurrence dangereuse à l'industrie textile de la métropole que soudain les industriels britanniques se souvinrent des pauvres ouvriers indiens exploités et réclamèrent en leur faveur des mesures sociales. Les Indiens virent donc nommer en 1875 une Commission d'enquête sur les conditions de travail dans l'industrie textile de l'Inde et six ans plus tard fut promulguée la première loi sur le travail. Elle interdisait le travail des enfants en dessous de sept ans et fixait à neuf heures par jour la durée du travail au-dessous de douze ans. Les enfants au-dessus de douze ans, les hommes et les femmes pouvaient encore être employés sans limitation de la durée du travail.

« Les fabricants faisaient valoir qu'ils ne pouvaient pas savoir l'âge des enfants puisque les naissances n'étaient pas enregistrées. "Lorsque nous entrions dans une filature, c'était aussitôt une fuite d'enfants qui travaillaient, et qui pensaient que nous étions des inspecteurs de fabriques[6]" ! Ce n'est qu'en 1891 que la durée du travail pour les femmes fut limitée à onze heures et, en 1910, celle des hommes à douze heures. En 1922, douze ans plus tard, la loi sur le travail réduisait la durée générale de la semaine de travail à soixante heures [...]

« Sans doute a-t-on officiellement aboli l'esclavage dans l'Empire britannique en 1834, mais, précisément, les Indiens ont eu à souffrir, en dehors des conditions de travail dans les fabriques, d'un autre système qui n'était pas moins atroce que celui de l'esclavage antique. L'abolition du servage des "nègres" avait créé un besoin pressant de main-d'œuvre dans l'Afrique du Sud, en Guyane, dans les îles de la Malaisie et dans les autres régions soumises à la domination anglaise. Pour éviter de devoir engager des salariés libres, les Anglais inventèrent le *Identured system*, c'est-à-dire le système de contrat. Sous le prétexte qu'il s'agissait d'un libre contrat de travail, une foule d'Indiens, venant notamment des contrées où régnaient la misère et la famine, durent s'engager à cinq années de travail dans les colonies

6. Thomas Johnstone, membre du Parlement, et John F. Sime, secrétaire du Syndicat des ouvriers de l'industrie du jute et du chanvre pour le district de Dundee.

anglaises. Arrivés à destination, on les fit travailler comme des bêtes de somme, ne leur payant que des salaires de famine. Comme ils ne pouvaient jamais faire assez d'économies pour payer les frais du voyage de retour au pays, ils restaient enchaînés à leur vie d'esclave jusqu'à leur mort. Ce système ne fut "formellement" aboli qu'en 1922, sans que toutefois se modifiassent réellement les conditions d'un tel travail.

« Le rapport impartial et objectif présenté à la Conférence internationale du travail, en janvier 1925, par Joshi, chef syndicaliste indien et représentant de l'Inde à cette conférence, relate les conditions de vie de l'ouvrier indien. En voici quelques extraits : "La durée du travail dans nos industries était extraordinairement longue il y a encore deux ans… les fabriques de coton à Bombay pouvaient faire travailler jusqu'à seize heures par jour il y a peu d'années encore. Les patrons avaient coutume de dire que les ouvriers eux-mêmes souhaitaient une si longue durée de travail, afin de recevoir plus de salaire. La loi de 1922 sur le travail dans les fabriques ne vise en fait que les entreprises employant des machines et ayant un personnel d'au moins vingt ouvriers, la multitude des petites entreprises ne profite donc pas de la protection de cette loi. Suivant les constatations officielles, on travaillait encore dix-sept à dix-huit heures en 1921 dans les mines. L'Inde est actuellement le seul pays où les femmes soient occupées au fond des mines… Les faits s'appuient sur le (dernier) rapport du Bureau international du travail (BIT) concernant le travail industriel en Inde."

« Dans les centres de l'industrie textile tels qu'à Kanpur, où domine le patron anglais, on trompe de la façon la plus grossière l'ouvrier sur la durée du travail. Ainsi, au cours de la journée, on arrête à plusieurs reprises les horloges de la fabrique de façon à duper l'ouvrier qui n'a pas de montre, ou bien les directeurs racontent que la durée du travail est mesurée au nombre de tours que font les machines. »

Le traitement de la femme enceinte dans les fabriques

« En 1919, le gouvernement de l'Inde fut prié par la Conférence internationale du travail à Washington d'examiner la question de l'emploi de la femme avant et après l'accouchement et celle des allocations à lui fournir. L'intéressé répondit, en 1921, que les ouvrières ne pouvaient quitter leur place pendant la grossesse et qu'il n'y avait du reste pas assez de femmes médecins pour organiser une assistance générale à la mère […]. En 1924, un MLA (membre de l'Assemblée législative) déposa un projet de loi prévoyant l'interdiction du travail de la femme dans les fabriques, les mines et les plantations de thé avant et après l'accouchement, et demandant que lui fût versée durant ce temps une allocation. Le gouvernement de l'Inde rejeta ce projet de loi en disant que la nécessité de telles mesures n'était pas avérée et que l'acceptation de telles propositions entraînerait pour les ouvrières des conséquences incalculables. Or la description qui suit montre à quel point il était en réalité nécessaire pour les ouvrières indiennes d'introduire la protection

de la mère : "La situation des ouvrières travaillant le jute est de beaucoup la pire au Bengale. Aucune sorte d'assistance n'est prévue pour les femmes en couches ; bien plus, les ouvrières qui sont empêchées par leur accouchement de se présenter au travail sont considérées congédiées, tout comme si elles avaient abandonné le travail pour n'importe quelle autre raison. La crainte d'être congédiée obligeant l'ouvrière à verser environ un mois de son salaire au contremaître pour être réembauchée pousse beaucoup de femmes à attendre leur accouchement dans l'atelier [...]. En moyenne, 660 enfants d'ouvrières sur 1 000 meurent avant la première année révolue [...]. La femme enceinte travaille jusqu'au moment de l'accouchement dans d'épais nuages de poussière dégagée par les fibres de la jute ; à peine remise de son accouchement, elle retrouve cette atmosphère. Elle prend le nouveau-né avec elle, elle le garde près de la machine qu'elle sert, et il n'est pas rare de la voir porter l'enfant sur un bras, tandis que, de l'autre, elle sert la machine."

« Jusqu'en 1937 où fut promulguée la loi sur les salaires, l'arbitraire le plus complet régnait quant au paiement de ceux-ci. Le patron les versait quand bon lui semblait. Un grand nombre de patrons payaient en nature une partie du salaire (occasion de tromper l'ouvrier impuissant à se défendre).

« Voici ce que disait, à la Chambre des communes, le 6 février 1935, le major Attlee, chef des travaillistes anglais : "Dans ce pays, les conditions de la vie industrielle restent déplorables. Rappelons-nous la situation dans les taudis urbains *[slums]*. Quel est l'état des habitations dans les districts industriels ? Des ruelles étroites et tortueuses, des amas de déchets en putréfaction et partout des cloaques. Les hommes entassés dans de petites pièces misérables qui n'ont ni fenêtre ni aération. Les pires symptômes de l'industrialisation se sont reproduits en Inde. Ils se sont reproduits sous notre domination. Nous en sommes responsables ." »

M.F.

BIBLIOGRAPHIE

Arendt, H., *La Crise de la culture. Huit exercices de pensée politique*, Paris, Gallimard, 1972.

Ballhatchet, K., *Race, Sex and Class under the Raj. Imperial Attitudes and Policies and their Critics, 1793-1905*, New Delhi, Vikas Publishing House, 1980.

Berque, J., *Dépossession du monde*, Paris, Le Seuil, 1964.

Braudel, F., *Civilisation matérielle, économie, capitalisme XVe-XVIIIe*, t. 3 : *Le Temps du monde*, Paris, Armand Colin, 1979.

Chaumet, A., *L'Inde martyre*, Paris, Jean Renard (« Problèmes actuels »), 1942.

Curtin, P.D., *Death by Migration. Europe's Encounter with the Tropical World in the Nineteenth Century,* Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

Darnton, R., « Un-British Activities, » *The New York Review of Books,* 12 avril 2001,VIII (6), p. 84-88.

Davis, K., *The Population of India and Pakistan,* Princeton, Princeton University Press, 1951.

Davis L.E. et R.A. Huttenback, *Mammon and the Pursuit of Empire. The Political Economy of British Empire, 1860-1912,* Cambridge, CUP, 1986, p.154-156 (chap. 5 de l'ouvrage consacré aux coûts de la défense de l'Empire britannique).

Davis, M., *Late Victorian Holocausts ; El Niño Famines and the Making of the Third World*, Londres, New York, Verso, 2001.

Etemad, B., *La Possession du monde : poids et mesures de la colonisation,* Paris, Complexe, 2000.

Fouché, P., *L'Édition française sous l'Occupation, 1940-1944,* Paris, Bibliothèque de littérature française contemporaine de l'université Paris VII, 1987.

Fourcade, M., « Les dénommées "tribus criminelles" de l'Inde britannique : Violence coloniale, violence traditionnelle », *Purushartha*, 16 : *Violences et non-violences en Inde,* Paris, éd. de l'EHESS, 1994, p.187-211.

Gaborieau, M., « Identités musulmanes, orientalisme, ethnographie. Faut-il réhabiliter les auteurs coloniaux ? », *Purushartha*, 22 : *La question identitaire en Asie du Sud,* Paris, éd. de l'EHESS, 2001, p. 47-70.

Kiernan, V.G., *European Empires from Conquest to Collapse, 1851-1960,* Leicester, Leicester University Press, 1982.

Klein, I., « Population growth and mortality », I : « The climateric of death », *IESHR,* vol. 26 (4), 1989, p. 387-403, et « Population growth and mortality », II : « The demographic revolution », *IESHR,* vol. 27 (1), 1990, p. 33-63.

Lardinois, R., « Les famines en Inde : La colonisation en question », *L'Histoire,* n° 139, 1990, p. 32-39.

Luraghi, R., *Histoire du colonialisme des grandes découvertes aux mouvements d'indépendance*, Turin, UTET, trad. fr. Gérard et Cie, Verviers, 1964.

Mahias, M.-C., « Le tabac et l'opium en Inde : leur rôle dans l'histoire des Nilgiri », *in* A. Hubert et P. Le Failler, *Opiums : Les plantes du plaisir et de la convivialité en Asie,* Paris, L'Harmattan, 2000, p. 207-238.

Markovits, C., « Le mouvement national et la décolonisation de l'Inde (1919-1947) », *Historiens et géographes* : *Dossier Inde,* 1989, p. 227-237 ; *L'Asie orientale* (4 chap.), s. dir. Rotermund, Paris, Nouvelle Clio, 1999, p. 409-509.

Ory, P., *Les Collaborateurs 1940-1945*, Paris, Le Seuil, 1976.

Pouchepadass, J., « Délinquance de fonction et marginalisation coloniale : les "tribus criminelles" dans l'Inde britannique, *in* (collectif) *Les*

Marginaux et les exclus dans l'histoire, Paris, Plon, 1979, p. 122-154 ; « L'opium » in *Paysans de la plaine du Gange : le district de Champaran 1860-1950*, Paris, École française d'Extrême-Orient (« EFEO » CLVII), 1989, p. 456-467 ; « Les Subaltern Studies ou la critique postcoloniale de la modernité », *L'Homme,* 156 : *Intellectuels en diaspora et théories nomades,* Paris, éd. de l'EHESS, 2000, p.161-185.

Rushdie, S., *Patries imaginaires*, trad. fr. Paris, Christian Bourgois, 1993, éd. orig. 1991.

Said, E., *Culture et impérialisme*, trad. fr. Paris, Fayard, 2000, éd. orig. 1993.

Sartre, J.-P., *Situations,* V *: Colonialisme et néocolonialisme*, Paris, Gallimard, NRF, 1964.

Shankar, G., *Born Criminals*, Varanasi, Kishor Vidya Niketan, 1979.

Viollis, A., *L'Inde contre les Anglais*, préf. de S. Lévi, Paris, éditions du Portique, 1930.

Yang, A.A., *Crime and Criminality in British India*, Tucson, University of Arizona Press, 1985.